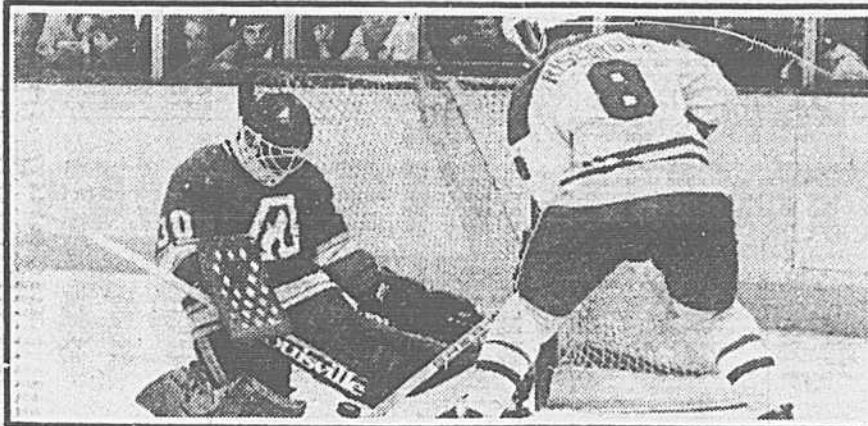
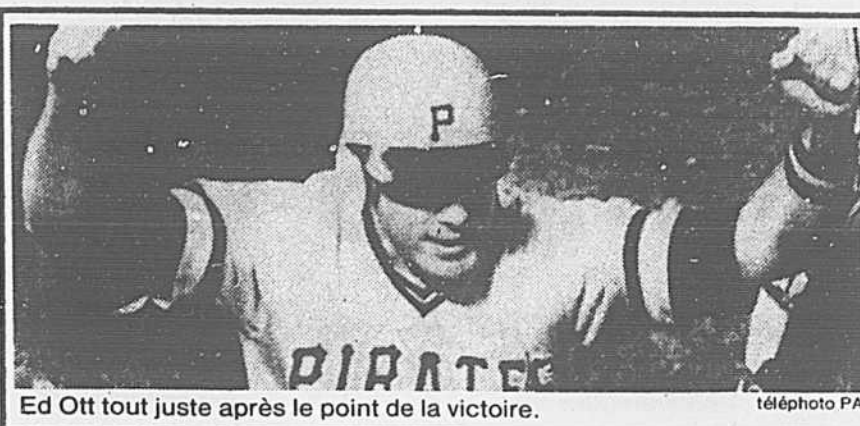




Victoire de 3-1
sur les Flames

Canadien part du bon pied

— pages C 1, C 2



Ed Ott tout juste après le point de la victoire.

photo PA

La Série
mondiale

Pirates et Orioles à égalité

— pages C 3, C 4

la presse

LE PLUS GRAND
QUOTIDIEN
FRANÇAIS
D'AMÉRIQUE

MONTREAL,
VENDREDI 12 OCTOBRE 1979,
95^e ANNÉE, no 238,
48 PAGES, 4 CAHIERS

25 CENTS

ABONNEMENT LUNDI AU SAMEDI \$1.75

METEO

Pluie intermittente
Minimum: 2 Maximum: 7
Demain: Périodes nuageuses
Détails à la page A 2

Aucun commentaire de la police

Québec enquête sur l'évasion des Renaud

Deux jours après l'évasion spectaculaire des frères Pierre et Michel Renaud, la police refuse toujours de commenter les circonstances qui ont permis ce coup d'éclat mais le ministre de la Justice vient d'ordonner la tenue d'une enquête complète sur cette histoire. A venir jusqu'à maintenant, la famille Renaud ainsi que les sœurs Maude et Patricia Chauvin ont été tenues à l'écart de l'enquête.

— page A 3

Nordair

Les employés tiennent à Air Canada

Plus de 800 employés de Nordair et trois syndicats ne veulent pas qu'Air Canada vende à l'entreprise privée la compagnie pour laquelle ils travaillent. C'est ce qu'ils ont fait savoir hier au ministre fédéral des Transports, M. Don Mazankowski, dans une pétition. Toutefois, si Ottawa doit absolument retourner les actions de Nordair au secteur privé, les employés souhaitent en grande majorité qu'il les vende au consortium composé des Placements A.F. Lizotte, dans lesquels 420 d'entre eux ont investi, de la Fédération des caisses d'entraide économique du Québec et de la corporation Makivik des Inuits.

— page B 1

sommaire

Arts et spectacles
Informations: B 5 à B 10
— HORAIRES: B 10
Bandes dessinées: A 10
Décès, naissances, etc.: D 10
Économie: B 1 à B 4
Êtes-vous observateur?: D 3
FEUILLETON
Bogart et Bacall: C 9
Horoscope: A 10
Jardins et maisons: D 7
Le monde: A 7
Mot mystère: A 10
Mots croisés: A 10
Petites annonces: C 8 à C 11,
D 3 à D 9
Quoi faire aujourd'hui: B 10
Radio et télévision: B 9
Sports: C 1 à C 7



Fabien Roy

Fabien marque des points

Après que le président des Communes, M. James Jerome, eut fait savoir qu'il ne pouvait que maintenir la décision des députés de ne pas accorder la reconnaissance officielle au Parti créditiste, le leader libéral en Chambre, M. Allan MacEachen, a accepté de rencontrer les représentants du gouvernement et du NPD pour discuter de nouveau de la question.

— page A 2

PETIT CUBA DE NEW YORK



photo UPI

Castro à New York.

Non, Castro ne peut plus vivre sur la 26e rue

par Jean PELLETIER
(envoyé spécial de LA PRESSE)

UNION CITY (New Jersey) — Fidel Castro de l'autre côté de l'Hudson, vit cloîtré depuis vingt-quatre heures au cœur de Manhattan dans l'atmosphère assiégée de la délégation cubaine aux Nations unies.

Sur les toits, des tireurs d'élite cubains et newyorkais, montent la garde craignant le pire.

La 39e Rue est interdite à toute circulation. Des chiens policiers reniflent à intervalles réguliers les rares poubelles qui ornent encore les parterres où on redoute que quelque fanatique anticastro ait planté une bombe.

— Voir CASTRO en page A 6

• Un coin de Manhattan transformé en camp armé — page A 7

Carter à Ottawa: l'énergie

— page A 12

édito

- La défense de l'Europe est en jeu

par Jean PELLERIN

— page A 4

La fusion BCN-BP

Le petit en train d'avaler le gros

par Laurier CLOUTIER

«Ce qu'on craignait» à la BCN lors de l'annonce de la fusion avec la Banque Provinciale est arrivé.

La Banque Provinciale, la plus «petite» des deux avec 6,000 employés et \$6 milliards d'actifs, est en train de réaliser d'ici le premier novembre un véritable «reverse take over» et

d'absorber la Banque Canadienne Nationale, avec 9,000 employés et \$9 milliards d'actifs.

A la BCN, on est «dans ses petits souliers». Le climat est «pénible», «très pénible» ou «medium saignant» selon les personnes interrogées à plusieurs niveaux de la BCN qui ne veulent toutefois pas jeter la pierre à quel qu'un en particulier parce qu'elles

«compréhendent, sans accepter» la situation.

Les professionnels, les cadres et les employés interrogés préfèrent garder l'anonymat pour ne pas se brûler avec leur nouveau patron venant de l'autre banque ou parce que les nominations dans leur service n'ont pas encore été dévoilées.

— Voir FUSION en page A 6

La grève n'a pu être évitée

Et si on joggait un peu?

Pour la quatrième fois en six ans, les Montréalais se voient privés de leur service de transport en commun, les efforts accomplis depuis trois semaines pour en arriver à un accord n'ayant pas porté fruits.

Les préposés à l'entretien et les employés de bureau avaient décidé, au début de la semaine, de débrayer à minuit hier si la Commission des transports ne

leur soumettait pas de nouvelles propositions salariales; mais selon M. Lawrence Hanigan, président de la commission, il appartient au syndicat de revenir sur ses demandes «outrancières».

Les employés réclament un contrat de deux ans nanti d'une augmentation de 10 pour cent pour chaque année et de l'entière indexation au coût de la vie.

• Un dossier complet — pages D 1, D 2

Assurance-auto

Aucune baisse

Le taux de contribution des automobilistes à la Régie de l'assurance-automobile ne baissera pas l'an prochain, contrairement à ce qu'avait laissé entendre l'ex-ministre responsable de la Régie, Mme Lise Payette; mais, faible consolation, il ne montera pas non plus, et le déboursé se maintiendra ainsi à \$85. Par contre, on peut s'attendre à une majoration importante en 1981, à moins d'une baisse sensible, d'ici là, du nombre et de la gravité des accidents de la circulation. Par ailleurs, à compter de l'exercice financier 1981-82, le coût de renouvellement du permis de conduire passera de \$14 à \$19.

— page A 2

KISSINGER

Henry Kissinger aborde aujourd'hui la politique européenne du président Nixon et les relations particulières qui unissaient les États-Unis et le Canada. Il nous permet également d'assister à la première rencontre entre Trudeau et Nixon.

— page A 8



Femme à barbe

Un médecin de la rue Jean-Talon, qui avait injecté des hormones mâles à une jeune femme qui perdait ses cheveux, devra lui verser un dédommagement de \$8,200 pour lui avoir plutôt fait pousser barbe et moustache, alors qu'elle était sur le point de se marier.

— page A 3

\$25 millions

Canadair construit à Dorval

La société Canadair construira une nouvelle usine de montage, au coût de \$25 millions, à Dorval. La fin des travaux est prévue pour décembre 1980; une fois terminée, l'usine assurera 400 nouveaux emplois permanents. Cet important investissement témoigne de la bonne santé de ce géant de l'industrie aéronautique canadienne. Les nouvelles installations de Canadair serviront à la construction du fuselage arrière du B-767 et du CL-215.

— page B 1



Assurance-Auto

Toujours \$85 en 1980, mais risque d'une hausse importante pour 1981

par Gilles GAUTHIER
de notre bureau de
Québec

QUÉBEC — Contrairement à ce qu'avait laissé entrevoir l'ex-ministre responsable de la Régie de l'assurance automobile, Mme Lise Payette, il n'y aura pas de baisse de la contribution des automobilistes québécois au financement du régime lors du renouvellement des plaques d'immatriculation l'an prochain. On peut toutefois se réjouir d'apprendre qu'il n'y aura pas non plus d'augmentation et que le déboursé s'élèvera toujours à \$85.

Cependant, tant le président de la RAAQ, M. Gérald Duguay, que

le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, M. Guy Joron, ont lancé hier, en annonçant le maintien de la prime actuelle, le sévère avertissement que s'il n'y a pas de baisse sensible du nombre et de la gravité des accidents d'ici un an, on pourra s'attendre à une majoration importante dès 1981.

S'il n'y a pas pour le moment d'augmentation de ce côté, on accroitra par contre de \$5 par an à compter de l'exercice 1981-82 la contribution payable au moment du renouvellement des permis de conduire «réguliers», dont le coût passera de \$14 à \$19.

Etant donné qu'ils

sont renouvelables à tous les deux ans, la hausse devra être payée dès l'an prochain pour la période subséquente.

Ce qui signifie que ceux qui célébreront leur prochain anniversaire de naissance après le premier mars 1980 devront déboursier \$33 (\$14 pour 1980-81 et \$19 pour 81-82), comparativement à \$28 d'ici-là, et qu'après le premier mars 1981, il faudra verser \$38.

Cette mesure provient essentiellement, a-t-on expliqué, de la nécessité de mieux répartir le «risque» entre les propriétaires de véhicules et ceux qui n'en possèdent pas tout en ayant leur permis.

Le président de la

RAAQ a révélé hier au cours de sa conférence de presse que le coût du régime passera de \$331.8 millions cette année à \$395.1 millions en 1980-81, soit une hausse de 19.1 pour cent.

M. Duguay a expliqué l'accroissement annuel par l'augmentation de l'ensemble des salaires au Québec, qui sert de base au calcul des indemnités, par la hausse du nombre de demandes à cause notamment du plus grand nombre de véhicules et de détenteurs de permis et par une augmentation du nombre d'indemnités découlant d'une meilleure connaissance du régime par la population.

La Régie se croirait, conséquemment, justi-

fiée d'augmenter la prime de \$85 à \$102 pour 1980-81, mais étant donné une prévision d'excédent de \$59 millions au 28 février de l'an prochain, elle a décidé de la maintenir au niveau actuel.

De ces \$59 millions, \$11 millions seront versés à une réserve de stabilisation et \$48 millions, essentiellement le fruit de l'excédent de l'exercice 78-79, sera déduit du montant total requis des immatriculations pour 1980-81.

Outre cette somme, le financement des \$395 millions proviendra de la taxe de \$0.0022 par litre de carburant (\$24,5 millions), de l'immatriculation (\$250.1 millions) et des intérêts \$25.3 mil-

lions) et des permis de conduire (\$47.4 millions).

Le coût du permis pour la catégorie «spéciale» (motoneiges, tracteurs de ferme et apprentis conducteurs) passera de \$5 à \$7, également à compter de l'exercice débutant le premier mars 1981.

M. Duguay a affirmé sur un autre plan que la Régie n'avait pas abandonné l'idée que le dossier du conducteur, soit essentiellement le nombre de points de «démérite» qu'il a accumulé, puisse éventuellement être utilisé pour individualiser jusqu'à un certain point la tarification.

Mais cela devra s'inscrire, a-t-il dit, dans un ensemble de mesures que devront prendre

d'un commun accord toutes les personnes impliquées, que ce soit au niveau gouvernemental, policier, de la population ou autres, dans la recherche d'une solution au problème des accidents de la route. La Régie a fermement l'intention d'accroître ses efforts de sensibilisation et ce dans un avenir très rapproché.

Fabien donne mauvaise conscience à ses pairs

par Gilles PAQUIN
de notre bureau
d'Ottawa

OTTAWA — Les attaques répétées du chef créditiste Fabien Roy pour arracher aux Communes la reconnaissance officielle de son parti ont commencé hier à donner mauvaise conscience à ses adversaires, qui s'évertuaient à trouver un compromis.

Avant même que le président de la Chambre, James Jerome, n'ait interprété le vote tenu plus tôt cette semaine à ce propos, le chef néo-démocrate Ed Broadbent avait jeudi matin rencontré ses homologues MM. Trudeau et Clark pour discuter d'une reconnaissance «officielle». Cette

formule à l'anglaise accordait au Crédit social les avantages du statut officiel sans le mot, ce qui laissait Fabien Roy et les siens soumis aux sautes d'humeur des parlementaires.

Selon d'autres informations, le leader de l'opposition officielle Pierre Trudeau serait même intervenu pour prier le leader de son parti en Chambre, Allan MacEachen de «mettre la pédale douce» dans cette affaire.

Après que le président Jerome eut expliqué qu'il ne pouvait faire autrement que de maintenir la décision des parlementaires à l'effet que les créditistes ne jouissent plus du rang de parti reconnu en Cham-

bre, M. MacEachen n'a rien perdu de sa détermination. Tout au plus a-t-il accepté de rencontrer les représentants du gouvernement et du NDP pour étudier de nouveau la question mais en précisant à l'avance que rien ne changerait d'ici là.

Cette rencontre tenue à la suggestion de M. Jerome vise essentiellement à la préparation d'un nouveau vote en Chambre pour tirer cette question au clair une fois pour toutes puisque le premier scrutin pouvait, selon lui, laisser des doutes dans l'esprit de plusieurs.

Intervenant en réplique au discours du Trône en début d'après-midi, M. Roy n'y est pas allé de main morte pour

dénoncer «l'érosion lente mais progressive des libertés civiles» dont le refus de reconnaître son parti n'était qu'une manifestation parmi tant d'autres.

M. Roy a ensuite énuméré les nombreux gestes illégaux commis par la GRC sans que l'on s'émue, la création d'un comité payé à même les fonds publics pour intervenir dans le débat référendaire et finalement les contributions de sociétés de la Couronne à la Fondation Pro-Canada.

Citant Thomas Jefferson, selon qui «forcer les gens à contribuer de leurs deniers à la diffusion d'une idéologie qui n'est pas la leur est un acte de tyrannie», le chef créditiste a placé les députés de son parti parmi les opprimés.

«Les libertés civiles ont été tellement bafouées qu'on ne se rend même pas compte qu'on les érode, a-t-il dit. Depuis quand, au Canada, le Parlement a-t-il autorisé pour statuer sur l'existence des partis? Depuis quand, avant aujourd'hui, ce Parlement s'est-il arrogé ce droit? Jamais! Mais le climat est tel qu'on le voit. C'est grave.»

Selon le député de Beauce, la conduite des conservateurs n'est pas surprenante considérant «le mépris traditionnel qu'ils ont toujours eu et ont encore de l'électorat québécois». Que les libéraux aient fait de même «n'est qu'un échange de bon procédé» de leur part face aux députés créditistes élus au Québec, a-t-il noté.

M. Roy s'est dit peiné de voir les néo-démocrates se comporter de la même manière après avoir eux-mêmes siégé comme parti officiel alors qu'ils n'avaient que 8 députés en 1958.

1 1/2 %

Les certificats de placement

garantis
par la Banque de Montréal

- Rendement élevé.
- Capital et intérêt garantis sans condition par la Banque de Montréal.
- Placement minimum de \$5 000.
- Échéance de un à cinq ans.
- Intérêt versé une ou deux fois par année.
- Capital remboursable à l'échéance à toute succursale de la Banque de Montréal au Canada.

Demandez une brochure explicative à l'une de nos succursales.



Banque de Montréal

*Ce taux est établi pour un placement d'une durée de un an, avec paiement annuel des intérêts. Il est sujet à changement sans préavis.

LA MÉTÉO à Montréal

AUJOURD'HUI
Minimum: 2 Maximum: 7
Nuageux, pluie intermittente

DEMAIN

Périodes nuageuses

Périodes pluie intermittente nuageuses au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	2	7	Neige ou pluie	Ciel variable
Outaouais	7		Pluie intermit.	Enso., pass. nua.
Laurentides	2	7	Neige ou pluie	Ciel variable
Cantons de l'Est	7		Pluie intermit.	Périodes nua.
Mauricie	5		Nuageux, neige	Peu de chan.
Québec	5		Neige ou pluie	Enso., pass. nua.
Lac-Saint-Jean	5		Nuageux, neige	Peu de chan.
Rimouski	3		Ciel variable	Nuageux, neige
Gaspésie	3		Ciel variable	Nuageux, neige
Bas-Carleton	3		Ciel variable	Nuageux, neige
Sept-Îles	3		Ciel variable	Nuageux, neige

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Beau	Victoria	8	13
Alberta	Nuageux	Edmonton	11	18
Saskatchewan	Dégagement	Regina	5	11
Manitoba	Nuageux	Winnipeg	2	3
Ontario	Averses	Toronto	2	10
Nouveau-Brunswick	Neige	Fredericton	0	8
Nouvelle-Écosse	Pluie	Halifax	3	8
Ile-du-Prince-Édouard	Pluie	Charlottetown	0	8
Terre-Neuve	Ensoleillé	Saint-Jean	5	—

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 700, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400 — Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS	
LIVRAISON À DOMICILE: lundi au samedi	\$1.75
lundi au vendredi	\$1.25
Samedi seulement	0.75

ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE	
par courrier: Canada	13 26 52
Lundi au samedi	\$37.00 \$74.00 \$148.00
Lundi au vendredi	\$24.00 \$48.00 \$96.00
Samedi seulement	\$13.00 \$26.00 \$52.00

ÉTATS-UNIS — PAYS ÉTRANGERS	
par courrier: 13 26 52	
Lundi au samedi	\$55.25 \$110.50 \$221.00
Lundi au vendredi	\$34.45 \$68.90 \$137.80
Samedi seulement	\$20.80 \$41.60 \$83.20

INFORMATION GÉNÉRALE	
REDACTION	285-7272
PROMOTION	285-7070
RELATIONS DE TRAVAIL	285-7100
PETITES ANNONCES (annonces classées)	285-7383
Commandes	285-7111
du lundi au vendredi 9h à 17h	
Pour changer ou annuler	285-7205
du lundi au vendredi 9h à 16h30	

GRANDES ANNONCES	
Détailants	285-7202
National, Télé-Presse, Vacances, voyages	285-7306
Carrières et professions, nominations	285-7320

COMPTABILITÉ	
Grandes annonces	285-6892
Petites annonces	285-6901

Pour tout genre d'abonnements, nos bureaux sont ouverts de 9h à 19h (Samedi: 9h à 16h) 285-6911

La Quotidienne

tirage d'hier
9 - 1 - 4

Journal national canadien,
y compris
«Report on Business»
(supplément économique et commercial),
maintenant disponible
dans des centaines de magasins
et de points de vente
à Montréal.



ON DEMANDE
DES DÉPOSITAIRES
Si vous tenez un magasin et
désirez devenir dépositaire du
Globe, téléphonez au 282-2134.

Pour connaître l'adresse
du point de distribution
le plus proche, ou pour
obtenir des renseignements
sur la livraison
au bureau ou à domicile
du Globe and Mail ou
du Globe and Mail
Report on Business,
téléphoner au 282-2134.

The Globe and Mail
Canada's National Newspaper

Week-end rouge: Bourassa témoin dès lundi

Le procès du week-end rouge, qui avait été entamé avec six semaines d'auditions complètes, le printemps dernier, va redémarrer lundi, devant le juge Châteauguay-Perreault, et les deux premiers témoins qui ont été convoqués par les avocats de la poursuite ne sont autres que l'ancien premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et l'ex-ministre du Travail, M. Jean Cournoyer.

Tous deux, on le sait, avaient été mêlés, pendant les quelques jours précédents, aux négociations entreprises pour tenter de faire avorter la grève des pompiers montréalais, grève qui devait être marquée par une série de fort désastreux incendies.

Devant le juge Perreault, c'est la première de quelque 140 poursuites différentes, totalisant plusieurs centaines de milliers de dollars, qui continuera ainsi de s'instruire.

Il s'agit, en l'occurrence, de celle de \$17,000 intentée par M. Léo Parent, du 1761 de la rue Wolfe, dont le logis avait été dévasté par un sinistre qui avait presque complètement détruit un pâté de maisons de la rue Robin, allant de la rue Wolfe à la rue Montcalm.

Outre MM. Bourassa et Cournoyer, la quarantaine de témoins qui restent à entendre comprend une vingtaine de journalistes dont plusieurs ont perdu leur emploi, depuis, par la fermeture de trois quotidiens.

Les poursuites sont dirigées à la fois contre la Ville de Montréal, une quarantaine de pompiers spécifiquement nommés et le Syndicat des sapeurs locaux, en raison de l'absence ou de l'arrivée tardive des effectifs nécessaires sur les lieux de l'incendie.

La disco devra déménager

La Compagnie 88322 Canada Limitée, qui voulait opérer une discothèque de grand luxe dans un local situé au-dessus du restaurant McDonald, rue Peel, au sud de la rue Ste-Catherine, devra se trouver un nouveau local dans les dix jours.

C'est ce qu'a décidé hier le juge Guy Mathieu, de la Cour supérieure, en accordant à la grande chaîne de restaurants l'injonction qu'elle avait réclamée pour empêcher l'opération d'un tel commerce de disco-bar à cet endroit.

McDonald avait principalement fait valoir qu'elle n'avait jamais permis la sous-location d'une partie de sa bâtisse au représentant de la discothèque, M. Claude Laviolette, et que, d'autre part, elle avait à se plaindre fortement des ennuis que lui avait causé un autre établissement du genre, précédemment.

Tout en reconnaissant que la compagnie intimée a investi beaucoup d'argent dans son entreprise, le juge Mathieu soutient que la balance des inconvénients sont quand même en faveur de McDonald en ordonnant à la disco de quitter les lieux.

\$8,200 en dédommagement à une femme devenue barbue

par Léopold LIZOTTE

Un médecin de la rue Jean-Talon, qui avait injecté des hormones mâles dans la fesse droite d'une jeune femme qui perdait ses cheveux, devra lui verser un dédommagement de \$8,200 pour lui avoir fait plutôt pousser barbe et moustache, alors qu'elle était sur le point de se marier.

C'est ce qu'a décidé le juge J. Brandon O'Connor, hier, en déclarant que la preuve de responsabilité du Dr Jean-Guy Ethier était d'autant plus claire que ce dernier ne s'était aucunement présenté au procès pour «expliquer» les traitements qu'il avait donnés à sa patiente de Saint-Léonard.

Agée de 23 ans à l'époque, la jeune femme s'était tout d'abord vu recommander certaines pommades et certains shampooings, mais, devant leur inefficacité, le

médecin lui avait injecté de «l'Arisocort» dans la fesse gauche.

Après trois traitements toutefois, la jeune fille se mit à perdre du poids et à se sentir des plus faibles.

C'est alors que le docteur lui donna des piqûres de «Durabolin», qui devaient notamment lui donner du «pep».

Fort malheureusement, c'est surtout du... poil que cette nouvelle drogue lui apporta. À la lèvre supérieure, au menton, sur la poitrine et à l'estomac. À la fin, elle était dotée d'une barbe et d'une moustache.

Elle se plaignit évidemment au Dr Ethier de sa condition et lui donna rendez-vous. Mais il n'était pas là lorsqu'elle se présenta à son bureau, le lendemain.

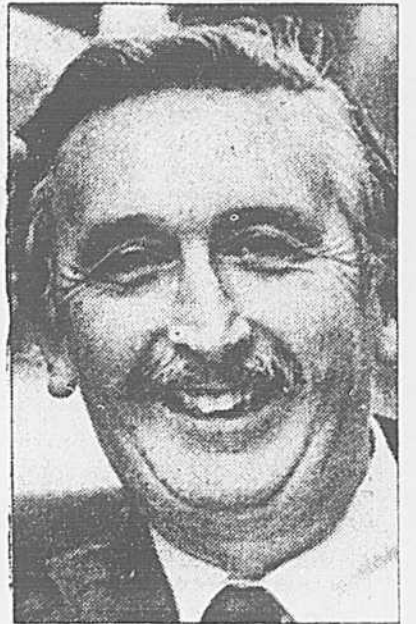
La patiente consulta alors un autre médecin, qui lui conseilla des traitements à l'électrolyse qui ont, fort heureusement, eu du succès.

Cet autre médecin, le Dr Ronald Matte, devait déclarer devant la cour qu'il est extrêmement dangereux d'administrer le Durabolin, qui possède des «caractéristiques viriles prononcées», surtout à une femme, celle-ci pouvant être plus traumatisée encore par l'apparition d'une moustache et de la barbe que par la perte de ses cheveux.

Au spécialiste des maladies de la peau, le juge reproche donc à la fois son absence de la cour et son absence totale d'explication et il note que la «victime» de ce traitement non indiqué a dû endurer pendant plusieurs mois une situation qui n'avait rien d'agréable.

Elle devait constamment tenter de cacher sa figure pour ne pas faire rire d'elle et, obligée de travailler quand même, elle était quotidiennement embarrassée par l'apparence de sa figure, qui provoquait de la répulsion, semble-t-il, chez les membres de la famille de son fiancé.

Pourtant, celui-ci l'appuya jusqu'au bout, l'accompagnant au moment de ses traitements, et se retrouvant même dans la chambre du juge lorsque ce dernier, au moment du procès, voulut se rendre compte lui-même de l'effet de la Durabolin sur les parties non ordinairement dévoilées du corps de la requérante. Celle-ci a aussi soutenu que sa vie sociale avait connu un temps d'arrêt complet, et que, par exemple, elle n'avait jamais osé se baigner en public pendant cette période.



Dr Godfrey Hounsfield.

Le Nobel 79 de médecine à Hounsfield et Cormack

STOCKHOLM (AFP) — Deux chercheurs américain et britannique se sont partagé le prix Nobel 1979 de médecine pour leur contribution au développement de la tomographie par ordinateur.

Le professeur Allan Cormack, âgé de 55 ans, et son collègue britannique Godfrey Hounsfield, âgé de 60 ans, ont été les récipiendaires du prix Nobel, dont la valeur cette année se monte à \$190,000.

Le professeur Cormack est le 143e Américain à recevoir cette récompense, et le professeur Hounsfield, le 77e Britannique dans la liste des prix Nobel, attribués depuis 1901.

La tomographie par ordinateur est une méthode radiologique révolutionnaire qui permet l'étude des maladies du système nerveux.

La tomographie par ordinateur, connue depuis une demi-douzaine d'années, permet d'apporter une solution satisfaisante au problème que pose la bi-dimensionalité des examens radiologiques traditionnels.

La nouvelle méthode, dont les deux lauréats ont réalisé le développement de façon indépendante, se fonde sur l'examen d'un organe par strates successives, ce qui permet un diagnostic plus précis que par le passé. Le principe repose sur un mouvement en sens inverse de l'émetteur des rayons et du film alors que le patient est immobile.

L'apport essentiel des deux lauréats a été l'étude et l'application du traitement sur ordinateur des données ainsi obtenues.

Une autre application de la tomographie par ordinateur que l'institut suédois Karolinska relève dans ses attendus est le traitement de tumeurs cancéreuses par irradiation.

Bédard ordonne une enquête sur l'évasion des Renaud

par André PEPIN et Martha GAGNON

Deux jours après l'évasion spectaculaire des frères Pierre et Michel Renaud, la police refuse toujours de commenter les circonstances qui ont permis ce coup d'éclat. Le ministre de la Justice vient d'ordonner la tenue d'une enquête complète sur cette histoire dont il ne dévoilera les résultats que la semaine prochaine.

À venir jusqu'à maintenant, la famille Renaud ainsi que les sœurs Maude et Patricia Chauvin ont été tenues à l'écart de l'enquête. Bien que tous ces gens soient surveillés étroitement, la police n'a procédé à aucun interrogatoire.

Rencontrées dans un restaurant de Montréal hier, les deux jeunes blondes, amies de cœur des frères évadés, ont continué d'affirmer qu'elles souhaitaient ardemment que les deux hommes n'envisagent pas de se livrer aux policiers. Très nerveuses, et aussi aigries envers les journalistes qui ne cessent de les harceler de questions, Maude et Patricia ont dit craindre que cette affaire ne se termine dans un bain de sang. «Les Renaud sont dorénavant des cibles», ont-elles dit. Par la suite, elles ont détourné la conversation

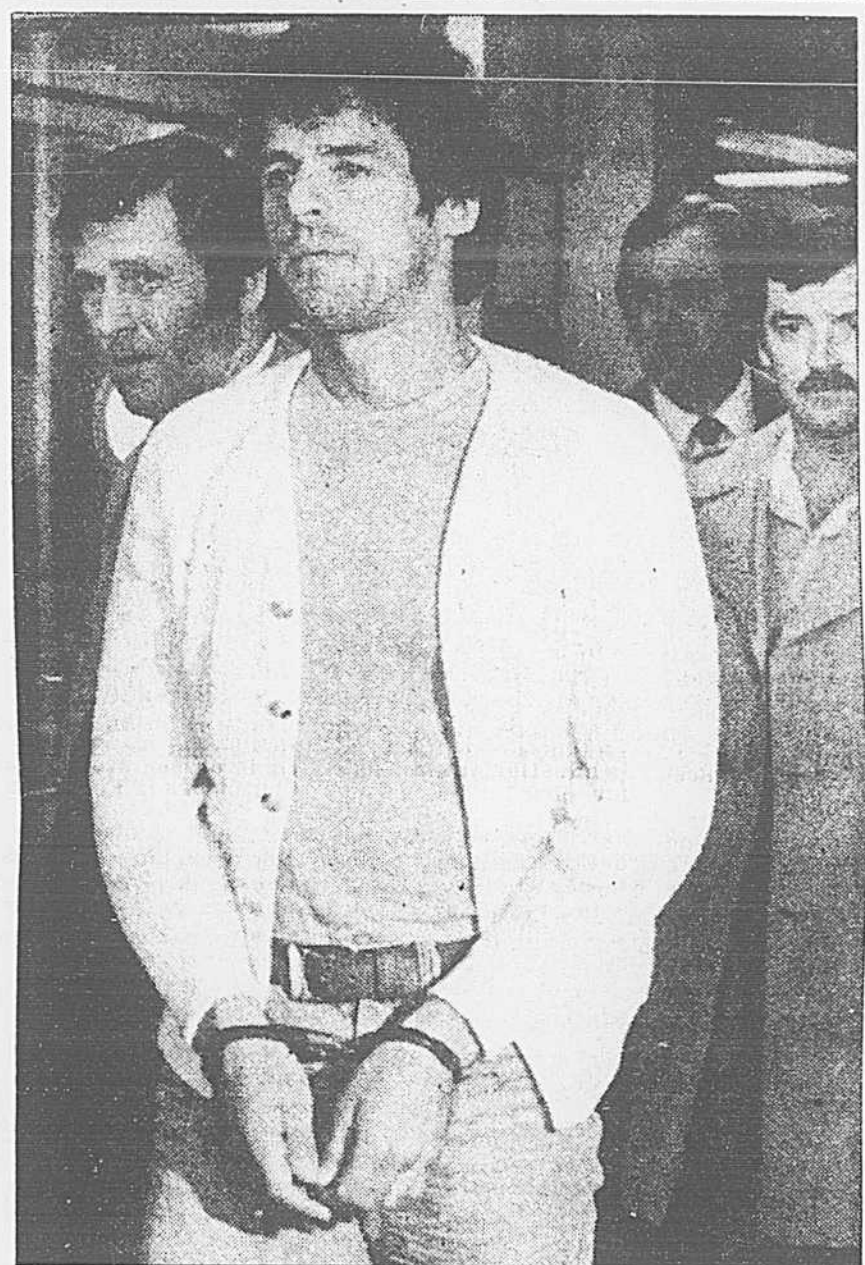
en parlant de la pluie, du beau temps et des réparations qui n'en finissent plus sur la rue Cherrier. Elles devaient en fin de journée rencontrer leur avocat, Me Frank Shoofey.

Quant à la mère de Pierre et Michel, au moment où elle s'apprêtait à inviter La Presse chez elle, un membre de la famille est intervenu pour mettre fin brusquement à la conversation téléphonique.

La police reste muette

Le responsable de l'enquête, le caporal Yvon Fauchon de la Sûreté du Québec, a déclaré que plusieurs individus avaient été interrogés au cours de la journée d'hier. Très averse de commentaires et aussi très distant avec les journalistes, il s'est dit choqué par toutes les insinuations lancées dans les différents médias. Les policiers n'ont guère apprécié qu'on parle de l'hypothèse de la complicité d'agents de la paix dans cette évasion. Mais le mystère persiste.

En parlant des frères Renaud, le caporal a terminé la conversation sur ces mots: «S'ils veulent se livrer qu'ils viennent me voir, je vais leur faire un bon café et nous allons jaser».



Michel Renaud, lors de son arrivée à Montréal, le printemps dernier, alors qu'il venait d'être capturé à San Diego en Californie.

Une offre de 6 et 7% pour tous dans la construction

par Pierre VENNAT

Les ouvriers de la construction du Québec se sont vu offrir cette semaine des augmentations salariales de 6% et de 7%, quel que soit leur métier et leur taux horaire, pour la deuxième et la troisième année d'un contrat de travail de trois ans.

Pour comprendre l'offre de l'Association des entrepreneurs

en construction du Québec, seul organisme autorisé par la loi à négocier dans cette industrie, il faut savoir qu'en mai dernier, l'AEQC, comme préalable au début des négociations avec la FTQ-Construction, a consenti une hausse horaire de 40 cents l'heure à tout le monde, quel que soit le métier. À ces 40 cents s'ajoutent, dans les faits, quatre cents addi-

tionnels, la partie patronale devant verser 10 pour cent du montant gagné pour les vacances.

De plus, l'AEQC s'engageait à verser un autre 30 cents dès la signature du contrat, ce qui ne se fera vraisemblablement pas avant la fin de l'année, au plus tôt.

Ce qui voudrait dire que si la FTQ-Construction (qui dans la pratique négocie pour l'ensemble des ouvriers, la CSN n'ayant qu'un statut d'observateur à la table de négociation et la CSD n'y étant pas), voulait faire vite, les ouvriers, quel que soit leur métier, bénéficieraient donc de 70 cents l'heure de plus, dès la signature du contrat, ce que qu'ils gagnaient au 1er mai. S'y ajouterait un 6% additionnel en 1980, à compter du 1er mai et de 7% en 1981.

Le hic, c'est que justement, la FTQ-Construction est à peine un organisme de coordination et que chaque métier négocie les salaires à une table sectorielle différente, les demandes variant sensiblement d'une table à l'autre sans véritable coordination.

L'AEQC, elle, a offert la même chose à tout le monde, à partir des taux horaires différents qui existaient en mai dernier.

La FTQ-Construction, jusqu'ici, n'a pas réagi à ces offres salariales.

Quant aux négociations, elles se déroulent dans un calme surprenant, pour qui connaît cette industrie et son passé, et dans le quasi-secret.

Il ne semble pas toutefois que l'on approche d'un accord: en effet, des séances de négociations sont cédulées jusqu'au moins novembre.

Un service PRÊT PERSONNEL HYPOTHÉCAIRE COMMERCIAL qui répond vraiment à tous vos besoins. Aussi disponible prêt étudiant.

Service personnalisé et confidentiel

CAISSE POPULAIRE SAINT-ARSENÈ DE MONTRÉAL

1080 est, rue Bélanger, Montréal, Québec: 273-9945 (coin Christophe-Colomb)

LE HASARD N'EXISTE PAS

LE VRAI GAGNANT RÉUSSIT DANS LA VIE, MAIS AUSSI RÉUSSIT SA VIE

Séminaire de fin de semaine 2 jours pour une vie: Se relaxer — L'intelligence créatrice — Retrouver sa réalité intérieure: un nouveau sens à sa vie. — Utiliser les forces de la pensée — La méditation: un épanouissement complet.

SÉANCE D'INFORMATION GRATUITE LE VENDREDI, 12 OCTOBRE, à 19h30 7373, rue Lajeunesse, Montréal — 279-6844 (et aux adresses ci-dessous)

Pour renseignements à d'autres centres «Le Lotus»:

Chicoutimi 545-6190	Longueuil 674-8945	Québec 525-8264
338, St-Gérard	195, Guillaume	404, rue d'Aiguillon
Drummondville 477-1543	Sept-Îles 968-8888	Sherbrooke 566-8011
451, Lindsay, #A	301-A, rue Gamache	267, rue Olivier
Hauterive 589-4014	Hull 771-7105	Joliette 759-4968
Laval 681-5742	Mont-Laurier 623-5383	Rimouski 724-4640
Rouyn 764-9890	Sorel 743-1869	Valleyfield 371-4550

MONTREAL 255-8848 LAVAL 866-5548 RIVE-SUD 676-0253

DEPUIS 1972

TEMPO-Fab inc.

LE FABRICANT QUI A POPULARISÉ (LE GARAGE) TEMPORAIRE DEPUIS 1971

VENTE LOCATION

820 BOUL. TASCHEREAU, GREENFIELD PARK / 400 OUEST, BOUL. ST-MARTIN, LAVAL

éditorial

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

FERNAND ROY
vice-président exécutif

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

La défense de l'Europe est en jeu

Réagissant au discours prononcé en fin de semaine par le leader soviétique, le Président Carter a jugé peu constructives les propositions mises de l'avant. Réduire de 20,000 une présence militaire de 400,000 hommes en République démocratique allemande (RDA) équivaut à une feinte stratégique qui ne trompe personne. Un pareil retrait ne comporte de risques ni pour la RDA ni pour les autres membres du Pacte de Varsovie.

Toutefois, il semble bien que le discours de M. Brejnev atteste d'une vive inquiétude de la part du Kremlin. De plus, il a provoqué un remous sérieux chez les stratèges du Pentagone et de l'OTAN. En tout cas, les avertissements lancés hier à Washington par le directeur du Conseil national de sécurité, M. Zbigniew Brzezinski, indiquent qu'un périlleux affrontement diplomatique se prépare.

L'habileté de M. Brejnev n'aura pas été d'annoncer une réduction «unilatérale» de la présence des militaires du Pacte de Varsovie en RDA, mais bien plutôt d'avoir interpellé l'Europe occidentale, par-dessus l'épaule de l'OTAN, pour lui assurer que l'URSS n'utilisera jamais les armes nucléaires contre les pays qui s'opposent au déploiement de missiles nucléaires sur leur territoire. M. Brejnev faisait visiblement allusion au projet que caressent les dirigeants de l'OTAN de déployer des fusées nucléaires américaines Pershing-2 dans quatre

ou cinq pays européens, soit la République fédérale allemande, la Hollande, la Belgique, l'Angleterre et peut-être même l'Italie.

Se trouvant dans le champ même des fusées soviétiques à moyenne portée, les pays d'Europe occidentale se montrent naturellement attentifs tant aux menaces que profère l'Union soviétique qu'aux assurances qu'elle donne, d'où la nervosité fort compréhensible de M. Brzezinski.

La question se pose désormais de savoir ce que feront les pays concernés — soit la RFA, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne — lorsque viendra pour eux le moment de se prononcer pour ou contre le projet de déploiement de fusées Pershing à la mi-décembre. S'ils allaient se prononcer contre — comme ils en ont parfaitement la faculté — M. Brejnev aurait réussi un coup de maître, puisque la supériorité du dispositif de défense de l'URSS en Europe orientale se trouverait par le fait même assurée.

Une crise s'annonce, et elle s'alimente d'appréhensions réciproques. L'éventualité d'un déploiement de fusées américaines Pershing en Europe occidentale crée de vives appréhensions à Moscou, cependant que celle d'un non-déploiement de ces mêmes fusées, du fait que les pays d'Europe occidentale pourraient céder aux incantations des sirènes de M. Brejnev, crée des appréhensions non moins vives à Washington.

La Pravda s'indigne de ce qu'en plus des 8,000 têtes nucléaires déjà livrées à l'Europe, plus 3,000 autres qu'on a l'intention de livrer, l'OTAN songe à déployer 572 fusées Pershing, transformant par le fait même l'Europe occidentale en un immense champ de lancement de fusées dirigées contre l'URSS.

Non moins indigné, le Président Carter constate que si l'URSS a effectivement réduit le nombre de ses vecteurs nucléaires pointés sur l'Europe occidentale, elle a, par ailleurs, accru son potentiel atomique en remplaçant ses SS-4 et SS-5 (fusées porteuses d'une seule bombe) par des missiles SS-20 porteurs de trois têtes nucléaires très précises et pouvant atteindre tous les points de l'Europe. Les Pershing visent à contrebalancer la présence en Europe orientale de quelque 120 SS-20 soviétiques ainsi que celle des bombardiers ultra-modernes Backfire.

Une épreuve de force diplomatique se trouve donc engagée entre Washington et Moscou. La défense et la sécurité de l'Europe occidentale dépendent de l'issue qu'aura cette épreuve de force. M. Brzezinski a invoqué un principe de poids, hier, lorsqu'il a dit que «toute menace contre la sécurité de l'Europe est une menace contre la sécurité des États-Unis». Selon Washington — et tout indique que c'est la vérité — l'arsenal des pays membres du

Pacte de Varsovie en Europe de l'Est dépasse maintenant celui de l'OTAN en Europe de l'Ouest.

La Pravda jure que la stratégie soviétique se veut uniquement défensive et que «l'URSS n'a jamais menacé et ne menace personne». Washington, de son côté, considère que le déploiement éventuel des Pershing n'a qu'un caractère défensif, et que les Américains ne menacent également personne.

De part et d'autre, on jure n'avoir que des préoccupations défensives. Des deux côtés on s'interdit toute arrière-pensée agressive. Il est probable, pour ne pas dire certain, que l'URSS n'a aucunement l'intention de se lancer dans une aventure nucléaire, et il en est assurément de même du côté de Washington. Pourquoi alors cette ardeur fébrile à vouloir planter tant et tant de missiles nucléaires en Europe? Des cyniques répondent: c'est qu'on a l'intention de s'en servir tôt ou tard.

Cette brutale logique a de quoi donner des frissons. La réduction des effectifs et des armements nucléaires en Europe s'impose. Souhaitons que l'épreuve de force qui s'amorce hâtera la négociation de Salt-3. Le temps presse probablement plus qu'on ne pense.

Jean PELLERIN

bloc-notes

La politique étrangère escamotée

Si on excepte un récit assez détaillé des déplacements de la famille royale au Canada, le discours du Trône est extrêmement avare d'indications précises sur les orientations de la politique étrangère canadienne sous le gouvernement Clark.

Pour le reste, c'est-à-dire pour tout ce qui regarde les rapports du Canada avec l'univers, il faut se contenter d'allusions, et encore celles-ci ne sont-elles pas toujours transparentes.

Un rappel est fait, dans le discours, des négociations commerciales multilatérales connues sous le nom de «Tokyo Round». Le gouvernement annonce des mesures visant à «l'adaptation des industries défavorisées par ces accords». Une allusion est faite aux «activités de l'Agence d'examen de l'investissement étranger». Le plus important est l'annonce que «les comités permanents du Parlement seront priés d'analyser les politiques culturelles et étrangères du Canada».

Tout cela ressemble davantage à des notes jetées à la va-vite, en vue de discours à venir, qu'à un exposé d'intentions claires, fermes et précises.

Il est vrai qu'à la laconisme du discours du Trône on pourrait valablement opposer la façon de

secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Flora MacDonald, qui, depuis la formation du gouvernement, n'a pas prononcé moins de quatre discours importants. L'allocation du 25 septembre à la tribune des Nations unies et le discours du ministre à l'Empire Club de Toronto la semaine dernière ont été spécialement remarqués.

Enfin, on doit noter que si le discours du Trône escamote les grands sujets d'actualité en politique étrangère, la veille même de l'ouverture du Parlement, M. Clark a abordé de front la question extrêmement délicate des négociations avec l'Organisation de la Libération de la Palestine. Il n'est pas question de reconnaître officiellement l'OLP, mais M. Stanfield, l'envoyé du gouvernement, pourra avoir des conversations avec des représentants de l'Organisation, s'il le juge à propos. Voilà de l'inédit.

N'est-il pas vrai qu'il y a quelques semaines seulement l'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, M. Andrew Young, a été déplacé pour avoir pris contact avec des porte-parole de l'OLP? M. Stanfield ne risque pas les mêmes ennuis, le Premier ministre lui-même en donne l'assurance.

L'audace de M. Clark est plus

apparente que réelle. Car, de plus en plus s'accrédite l'opinion qu'un règlement global au Moyen-Orient reste impensable sans la participation de l'OLP. Encore faudrait-il que l'OLP renonce à ses méthodes violentes et qu'elle reconnaisse le droit d'Israël à une pleine existence, conditions que n'omet pas de rappeler, d'ailleurs, M. Clark.

Qu'arrivera-t-il maintenant si, fort de la protection que lui accorde d'avance le Premier ministre, M. Stanfield s'autorise, au cours de ses pérégrinations, au dialogue avec l'OLP? Ne risque-t-il pas de susciter en retour la méfiance d'Israël?

Pour Israël, les assurances que pourrait donner Yasser Arafat, le chef de l'OLP, sur ses intentions pacifiques, ne seront que vaines paroles. (Dans les milieux israéliens, on estime que ces assurances, Yasser Arafat ne les a même pas données.)

Aucune allusion à cette intrigue compliquée n'apparaît dans le discours. Mais plus que le caractère forcément artificiel d'une allocation de circonstance, c'est la placidité du gouvernement qui, en l'occurrence, est ahurissante. Parce que les faits ne la justifient pas. Rien ne commande l'optimisme en cet automne 1979.

Guy CORMIER



Droits réservés

Marcel Adam

Un silence qui trahit peut-être le désarroi

Le gouvernement Clark a paru redouter l'épreuve parlementaire. Non seulement a-t-il battu un record en attendant aussi longtemps pour convoquer les Chambres, mais il en a profité pour prendre des mesures importantes et engager des fonds considérables sans le contrôle et l'assentiment des Communes.

L'épreuve parlementaire a finalement débuté il y a trois jours. Il semble en effet qu'elle sera éprouvante pour le nouveau gouvernement si on en juge par la fougue avec laquelle le nouveau chef de l'Opposition s'est lancé à l'attaque.

Le comportement de l'ex-Premier ministre a suscité une curiosité d'autant plus vive qu'après sa défaite il a paru passablement détaché et passif à l'égard de l'activité politique en général, se montrant même d'une indulgence inusitée devant la conduite erratique du nouveau gouvernement, au cours des rares fois où il se manifesta publiquement.

Or, mercredi, il a prononcé un discours vigoureux, mordant, incisif, critiquant non seulement la composition du gouvernement Clark, mais aussi la plupart des mesures importantes prises par lui depuis quatre mois.

Il s'en est particulièrement

pris au silence du discours du Trône sur le prochain référendum québécois, ainsi qu'à sa trop brève et vague référence au grave problème énergétique.

Au sujet du problème constitutionnel, les propos de M. Trudeau et la réponse qu'y a apportée ensuite M. Clark reprenaient essentiellement les idées que l'un et l'autre soutiennent depuis longtemps et qui les démarquent radicalement sur la manière de faire face à ce problème.

Développant longuement l'idée formulée dans le discours du Trône, à savoir que le fédéralisme canadien ne pourra survivre qu'au prix d'un retour à des relations fédérales - provinciales basées sur la consultation et la coopération, M. Clark a tenté de démontrer qu'il n'y avait pas d'autre voie à suivre après l'échec d'une politique basée sur la confrontation et les attitudes rigides et légalistes à l'égard des provinces.

Le temps et les circonstances diront si l'attitude de M. Clark donnera de meilleurs résultats que celle de M. Trudeau. Mais on doit dire que le fédéralisme coopératif n'est pas une invention de M. Clark. On sait que Lester Pearson en avait, le premier, fait son image de marque. Il

s'était montré patient, compréhensif, très bien disposé à donner de la corde au Québec — celui-ci étant seul à l'époque à revendiquer.

Mais il faut aussi rappeler que ce fut aussi l'époque où la violence connue ses plus belles années au Québec; celle aussi où un gouvernement — celui de M. Lesage — eut l'audace de lancer un ultimatum à Ottawa. Ce qui montre que dans les luttes de pouvoir de cette nature, ce sont les rapports de force qui sont déterminants. Dans la dynamique qui sous-tend de tels rapports, la main tendue et les concessions obtenues facilement et sans contrepartie aiguisent davantage l'appétit de pouvoir qu'ils ne l'apaisent.

Je ne dis pas que M. Clark a tort d'apporter un changement de style et de langage dans les relations fédérales - provinciales. Je le pense d'autant moins que le fédéralisme nécessite des rapports basés sur le respect, la bonne foi et la bonne volonté. Ce que le gouvernement Trudeau, eût-il voulu un changement à cet égard, ne pouvait réussir après plusieurs crises au cours desquelles il se trouva en conflit avec l'une ou l'autre province.

Un changement de gouvernement a cet avantage de désarmer temporairement les parties.

Des hommes neufs peuvent aborder les mêmes problèmes avec moins de méfiance, dans une perspective et un langage nouveaux. Et il peut en résulter un certain déblocage.

Mais des dispositions nouvelles de la part du pouvoir central ne suffisent pas en elles-mêmes à résoudre des problèmes comme ceux qui divisent actuellement le Canada, si le gouvernement n'a pas une position claire et connue de tous sur le rôle qu'il doit être le sien et sur l'étendue des pouvoirs qu'il doit posséder pour le remplir adéquatement.

M. Pearson a échoué avec son fédéralisme coopératif parce qu'il n'a pu céder au Québec que les apparences du pouvoir réel (les arrangements administratifs) et dire non sur la réalité de celui-ci.

Or la situation de M. Clark est encore plus compliquée que celle de M. Pearson parce que le Québec n'est plus le seul demandeur. Les pressions sur le Fédéral viennent de plusieurs provinces qui ont elles-mêmes des intérêts divergents et parfois contradictoires que le gouvernement fédéral est appelé, de par sa nature, à arbitrer. Ce qui signifie que lui aussi devra trancher et mécontenter une ou plusieurs provinces, selon les circonstances.

On a vu par exemple qu'en matière de ressources naturelles toutes les requêtes des provinces lui paraissent légitimes avant les élections. Et il s'engageait à les respecter. Aujourd'hui les deux provinces les plus riches du pays, l'Ontario et l'Alberta, sont en conflit au sujet du prix du pétrole et M. Clark ne parvient pas à les réconcilier.

Il sera forcé éventuellement de prendre une décision à cet égard en fonction de l'intérêt national, et donc de mécontenter une ou plusieurs provinces qui auront l'impression d'avoir été trahies. Pourquoi? Parce que M. Clark n'aura été mu que par le souci électoraliste de se faire tout à tous, plutôt que par une pensée constitutionnelle cohérente, une conception articulée du fédéralisme.

Au sujet du problème québécois, il s'est montré à ce jour d'une prudence et d'une discrétion remarquables. En général on a voulu voir une stratégie astucieuse destinée à gêner la stratégie référendaire du gouvernement québécois tout en se ménageant la sympathie de cet électoral québécois qui lui échappe. Mais on est en droit de se demander si cette apparente prudence ne dissimule pas au

fond une carence: l'absence d'une politique constitutionnelle.

Le silence du discours du Trône sur le référendum québécois qui décidera du sort du Québec et du Canada a de quoi troubler. Je comprends que M. Clark veuille tout faire pour ne pas heurter les Québécois inutilement et les indisposer dangereusement à la veille du référendum. Aussi tout le monde eut admis que dans ce discours le gouvernement ne montre pas imprudemment son jeu et choisisse de parler de la crise avec prudence.

Mais il est difficile d'admettre qu'il se soit montré incapable de saisir l'occasion pour alerter tous les Canadiens qui ne savent pas ou ne veulent pas savoir la signification de cet événement, pour tenter de susciter une prise de conscience aussi bien chez les Québécois que chez les autres Canadiens, en leur donnant un aperçu de ce qu'a été, de ce qu'il est, de ce qu'il pourrait être dans l'avenir ce pays qui connaît pour la première fois sa minute de vérité.

Ne pas faire état, dans le discours du Trône, de cet événement qui illustre l'ampleur de la crise canadienne, c'est au mieux faire l'autruche et au pire révéler un profond désarroi devant ce problème majeur.

En vrac

Troublants témoignages corroborés

Docteur Denis Lazure
Ministre des Affaires sociales
Québec

Monsieur le Ministre,

A titre de membre d'une Corporation professionnelle, j'appuie sans réserve et en connaissance de cause les «témoignages troublants» de Suzanne Sauvé de Montréal et Julie Desrochers de St-Laurent, parus en votre quotidien le 3 octobre courant.

J'aimerais ajouter que plusieurs autres problèmes d'hygiène ont déjà été portés à l'attention de votre Ministère, M. Lazure, sans résultat concret, à savoir les nombreuses bestioles qui entourent la nourriture et les petites souris naissantes cherchant refuge au vestiaire des employés(es)... et j'en passe!

Les 1er, 2e, 3e et 4e étages sur-

tout logent des malades chroniques à phase terminale, devenus pour la plupart de pauvres légers, spectacle horrifiant à voir.

Qu'attendez-vous, M. le Ministre, pour fermer cet établissement non sécuritaire? Il existe pourtant de très nombreux départements accessibles en d'autres centres, plus en mesure de donner des soins adéquats dans des conditions sécuritaires.

En 35 ans de service auprès des malades, j'ai appris à considérer ma profession comme étant vocationnelle et j'espère, M. le Ministre, qu'à titre de médecin et psychiatre par surcroît, vous conviendrez avec moi de la pauvreté de vos enquêtes.

Un infirmier,

Jean-Paul DUCHESNE
Montréal

L'Union nationale et les partielles

Après maintes consultations avec l'exécutif national et les instances régionales et locales de son parti, le leader de l'Union nationale, M. Rodrigue Biron, nous annonce timidement qu'il n'y aura pas de candidature unioniste dans les comtés de Prévost et Beauce-Sud mais que la lutte sera vive dans Maison-neuve où deux candidats s'affrontent.

Monsieur Arthur Goyette, résident du comté, employé de l'Etat québécois depuis plus de quinze ans, candidat aux générales de 1973 et 1976 sous la bannière unioniste, fera face à M. Jacques Lavoie, ex-député libéral et conservateur à la Chambre des communes, candidat défait le 22 mai dernier sous l'étiquette «libéral indépendant». Ne pouvant répondre aux critères d'austérité des libéraux de Ryan

ni embrasser la philosophie des souverainistes, son opportunisme le tourne vers nous.

Monsieur Biron, il est inutile de vous rappeler que la FIDELITE de l'un des vôtres est plus significative et plus importante que les promesses les plus farfelues du premier des opportunistes. Votre devoir est d'épauler le candidat qui présente le plus de militantisme au sein du parti, en l'occurrence M. Goyette.

A la suite de cette convention, il serait sage de déployer les énergies et les capitaux nécessaires pour permettre à votre candidat de figurer avantageusement (de 30 à 35% du vote populaire) et ainsi relever l'image déclinante et moribonde de l'Union nationale.

Claude RAYMOND
Montréal

Il faut commencer par l'école

Enfin, une loi qui interdira de fumer dans les écoles!

Depuis longtemps, bien des éducateurs et des parents attendaient ce geste de la part du gouvernement. En effet, c'est par là qu'il faut commencer la protection des non-fumeurs, parce que les enfants sont les plus susceptibles de subir les effets néfastes de la cigarette.

Dans un article du 2 octobre, on note que «la célérité du gouvernement ainsi que le contenu

même de la loi future dépendra fortement des réactions du public au document du Conseil consultatif de l'environnement». J'espère que tous les groupes engagés auprès des jeunes: associations de parents, syndicats de professeurs, commissions scolaires, etc., se hâteront de faire pression afin que ce projet de loi devienne réalité et le plus tôt possible.

Y. LABERGE
St-Lambert

Gros merci à LA PRESSE

Oui, il est décidément grand temps de remercier notre «plus grand quotidien français d'Amérique» pour ses chroniques diverses sur les SCIENCES et TECHNIQUES.

LA PRESSE n'ignore pas que les progrès scientifiques sont d'une extrême importance dans notre société moderne. C'est d'ailleurs pour cela qu'il serait bon de la féliciter ici pour ses informations hebdomadaires sur les innovations scientifiques qu'elle nous fournit comme nul autre quotidien ne saurait le faire.

Daniel MAILLY
Cowansville, Québec

N.B.

- Priorité est accordée dans cette page aux lettres brèves, d'intérêt général, se rapportant à des articles parus dans LA PRESSE.
- Les correspondants doivent inscrire lisiblement leurs nom, adresse et numéro de téléphone.
- LA PRESSE ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues, ni à retourner les lettres non publiées.
- L'auteur assume l'entière responsabilité de ses opinions.
- Tout en respectant la pensée de l'auteur, LA PRESSE se réserve le droit d'abréger les lettres selon l'espace disponible.
- Si possible écrire à la machine, à double interligne.
- Prière d'adresser vos lettres comme suit: «Lectures des lecteurs», LA PRESSE, C.P. 4200, succ. Place d'Armes, Montréal, H2Y 3M1.



Où sont les canards ?

M. Claude Marsolais,
LA PRESSE
Monsieur,

Attirés par le titre «Mais où sont les canards?» nous sommes empressés de lire votre article du 24 septembre sur la chasse. Surtout que nous chassons chaque année dans les îles de Sorel. Quelle déception! Au moins connaissons-nous enfin un de ces «chasseurs» qui gâchent le plaisir des vrais amateurs.

Sachez donc qu'un vrai chasseur explore toujours à l'avance l'endroit où il compte chasser, surtout s'il s'y rend de nuit. Il existe une coutume dans les îles de Sorel qui veut que chacun indique par une affiche le coin où il entend s'installer le matin de l'ouverture, et un «gentlemen agreement» qui fait que les autres respectent ce choix. Premier arrivé, premier servi.

Les prévoyants installent souvent leur affiche en avril ou mai; en août ils construisent leur cache et la fignolent quelques jours avant l'ouverture de la chasse. Deux heures avant l'aube de ce matin qui est comme un premier de l'An, ils disposent selon les règles de l'art et le vent dominant, les appellants; puis ils patientent dans leur cache ou leur chaloupe camouflée.

Imaginez la rage de ces chasseurs lorsqu'ils voient un insignifiant en vêtements voyants qui se tient debout sur la grève à 200 pieds de la cache, ou une embarcation d'imprévoyant qui s'ancre au milieu des appellants. (Le civisme et la sécurité?) Le chasseur que vous avez dérangé est resté bien courtis; vous auriez été devant notre cache que vous auriez entendu un langage autrement plus vert!

Les observations passées nous ont montré que ceux qui chas-

sent alors qu'il fait encore nuit et tirent sur les canards volant à 500 pieds d'altitude, sont généralement de ces imprévoyants dont vous fûtes. Les canards sont nombreux cette année; le matin de l'ouverture ils volaient trop haut en raison de la température clémente (et sans doute de la présence de chasseurs non camouflés). L'art de la chasse aux canards consiste précisément à les attirer près de la cache par l'appel et l'usage de canards artificiels.

Autre chose. Le canard qu'exhibe le chasseur sur la photographie illustrant votre article n'est pas un colvert mais un canard huppé (canard des bois, wood duck, AIX SPONSA). «Colvert» est le nom européen du canard nommé «Malard» en Amérique.

Un conseil: demandez donc à votre chroniqueur de chasse et de pêche de vous donner quelques leçons.

Odette BOURDON
et Jean-Yves SOUCY
Montréal

Vous avez bien raison de vous plaindre de ces mauvais chasseurs qui gâchent le plaisir des autres! Nous nous excusons auprès de la population des chasseurs du Québec d'avoir agi en intrus lors de l'ouverture de la chasse aux canards, mais nous voulions un reportage sur le vif. Nous n'allions pas vraiment à la chasse, mais plutôt voir les autres chasser... Quant à l'identification de la prise, vous avez, semble-t-il, raison de nouveau. Un savant confrère m'a indiqué qu'il s'agissait bien d'un canard huppé plutôt qu'un colvert. Moi, je cherche toujours où on a bien pu remiser l'encyclopédie des oiseaux du Canada...

C.M.

Nous sommes sauvés !

Dans LA PRESSE du 2 octobre, j'ai lu l'article de M. Jean-Pierre Bonhomme sur la pollution atmosphérique (oxyde de soufre), qui menace de mort «50,000 lacs d'Ontario et autant du Québec», et les forêts également. J'étais tout à fait inquiet, voire affolé, après lecture de cet article.

Mais toutes ces inquiétudes sont bien vite envolées (en fumée) lorsque j'ai appris que le gouvernement québécois voulait protéger l'air pur en légiférant contre les fumeurs de tabac.

Vraiment, ça va aider à nos lacs et à nos forêts, cette mesure-là!

Alain BOYCE
Verdun

Malheur aux profs qui tombent malades !

Ces jours derniers, j'ai rendu visite à un ami, professeur comme moi, mais ayant cessé toute activité d'enseignement depuis un an et demi pour raison de maladie. Pour vivre, lui et sa famille, ce professeur malade touche actuellement 66 2/3% de son salaire (85% pour la 1^{re} année de maladie, 66 2/3% pour la 2^e, toute forme de salaire s'arrêtant automatiquement à la fin de la 2^e année de maladie).

Au sujet du calcul de ces 66 2/3% de son salaire, cet ami malade m'a appris une chose que je n'aurais jamais imaginée — il y a des choses qui vont tellement de soi qu'on n'imagine même pas que le contraire puisse exister. Cet ami m'a appris que les 66 2/3% de son salaire sont calculés sur son salaire d'il y a un an et demi (au commencement de son arrêt de travail), c'est-à-dire que la fameuse clause d'indexation de salaire n'existe pas pour lui, ce qui veut dire qu'il a été bien entendu entre négociateurs en 1975 que les malades seraient exclus de ce droit à l'indexation.

Si une société se juge sur la façon dont elle traite ses marginaux, vieillards, malades, etc... il faut affirmer une fois de plus que notre civilisation ne sera sûrement pas un modèle pour la postérité.

On a du mal à imaginer qu'un accord entre négociateurs puisse se faire sur une clause aussi injuste, faisant fi des droits élé-

mentaires des plus démunis, du respect à leur témoignage, de l'aide à leur apporter.

Il ne s'agit évidemment pas d'un oubli, mais probablement du résultat d'un affreux marchandage: «Nous excluons les malades de l'indexation, et en échange nous vous donnons...»

Bien sûr, les malades ne sont pas très nombreux, ils sont de peu de poids dans la balance électorale et inexistantes sur les lignes de piquetage!

Un permanent syndical, contacté par téléphone, m'a affirmé cependant que les négociateurs syndicaux ont demandé l'abrogation de cette clause d'exclusion, demande qui se serait heurtée à un «non» catégorique de la part de l'autre partie...

J'ose espérer que l'un ou l'autre des grands maîtres de la négociation trouvera le temps de lire ces quelques lignes et qu'un sursaut de simple humanité lui fera sentir tout l'odieux qu'il y a dans une telle situation.

Un journaliste rappelait dernièrement la réflexion de NIETZSCHE sur l'humanité: «En chacun d'entre nous, il y a une colombe, un serpent et un cochon», est-ce faire preuve de naïveté que de souhaiter que le plus souvent, dans nos relations avec les malades, ce soit la colombe qui l'emporte?

A. KERRIEN
Repentigny

Un geste irréfléchi

La présente est pour soulever l'opinion publique contre le fait que la Sûreté du Québec a saisi tous les feux clignotants et les sirènes de tous les véhicules de Télé-Médec.

A-t-on idée de poser un geste aussi grave et irréfléchi en plein 20^e siècle? Vous imaginez-vous ces pauvres docteurs et chauffeurs qui doivent répondre à un appel d'urgence sans clignotants ni sirènes? Un vrai suicide. Alors ils ne le feront plus, à cause de ce geste mal venu de la Sûreté du Québec. Et qui peut les en blâmer?

LA PRESSE du 29 septembre, page B 8, dit que c'est à cause d'un code de la route mal interprété. Mais, bon sens, que fait-on des remorques qui se promènent avec toutes sortes de clignotants, et de différentes couleurs?

Alors, messieurs les gouvernants de cette soi-disant Belle Province, réveillez-vous. Et vous, messieurs les policiers, soyez indulgents, car ces gens de Télé-Médec sont là quand vous ne pouvez y être encore; les malades qui les demandent ne peuvent entrer dans vos ambulances quand ce ne sont pas des accidentés, n'est-ce pas vrai?

Je demande ici à tous ceux qui ont eu recours à Télé-Médec d'écrire une lettre au gouvernement, à la Sûreté du Québec, à la Police de Montréal et à tous les chefs de police de banlieue pour protester. Moi, j'ai eu recours à leurs services trois fois au cours de la dernière année et je n'ai que des éloges à leur égard.

Jean-Marc MARTIN
Montréal

Jeûne salubre

Cet été, en compagnie de mon épouse, j'ai eu le plaisir de vivre les vacances les plus reposantes de ma vie, soit un jeûne de 10 jours à la Clinique de Jeûne du Dr Graveline, à Grand'Mère.

En entrant, j'étais en bonne forme physique, étant depuis longtemps un mordu de la course à pied. Malgré tout, je suis reparti avec 15 1/2 livres de moins.

En expérimentant ce jeûne, je voulais ressentir comment on se sent en ne mangeant pas pendant si longtemps, vu que, comme tout Nord-Américain, je suis si dépendant de la nourriture. Mon étonnement a grandi de jour en jour. Je n'ai ressenti aucun malaise. Je me suis senti un petit peu plus faible les 2^e et 3^e jours, puis l'énergie est revenue rapidement. A tel point qu'après 7 jours sans autre nourriture que de l'eau, je me sentais tellement en forme que j'avais envie de faire du jogging. Alors, j'ai pris l'avis du Dr Graveline qui m'a conseillé de prendre ça «relax». Il a lui-même déjà fait des jeûnes «avec exercices» et d'autres sans trop d'activités physiques, et il m'a confié que ces derniers ont été plus bénéfiques. Tout ça pour dire à quel point je me sentais frais et dispos après 7 jours sans nourriture (sauf l'eau).

Au sortir de la session, le 10 août, après 10 jours sans aucun entraînement, avec uniquement de l'eau comme nourriture durant les 7 premiers jours et quelques fruits et légumes durant les trois jours suivants, j'avais fait mon deuil du Marathon international de Montréal prévu 16 jours plus tard. Eh bien, la récupération s'est opérée si rapidement que j'ai pu compléter ces 26 milles avec mon 2^e meilleur temps (3h. 21 min.) jusqu'alors, cette année, de plus, à peine 5 semaines après la fin du jeûne, je viens d'établir une marque personnelle (3h. 8 min.) ici, à l'Ile d'Orléans, samedi dernier. Tout ça pour dire combien le jeûne et le régime végétarien, loin de m'affaiblir, me sont bénéfiques.

Comme moyen de purification du corps et de l'esprit, le jeûne s'est avéré pour moi un moyen indispensable qui fait désormais partie de mon programme régulier de vie (un jour par semaine et 10 jours consécutifs par année).

Ce n'est pas pour rien que mon épouse et moi avons adopté le régime lacto-végétarien strict: c'est qu'en plus des diverses explications et motivations re-

çues à la Clinique, nous n'en sommes pas repartis démunis. Beaucoup de gens pensent que lorsqu'on enlève la viande du menu, il n'y a presque plus rien à manger! Eh bien, Mme Graveline, l'experte cordon-bleu, s'est chargée de nous démontrer que le régime végétarien est, et de beaucoup, le régime le plus varié que l'on puisse adopter. Depuis 1 1/2 mois, nous expérimentons quotidiennement des découvertes culinaires.

Après expérimentation, nous pouvons dire que le jeûne régénère le corps et nourrit l'âme. Sur ce dernier plan (spirituel), le «jeûne de l'esprit» m'a aidé à cheminer plus en profondeur sur des questions essentielles: qui suis-je? Quel est le but de mon existence? Quels moyens me faut-il prendre pour atteindre ce but?

Nous ne pouvons terminer qu'en remerciant le Dr Graveline et son épouse, à la fois spécialistes et pionniers en matière de jeûne et de végétarisme au Québec, qui nous ont fait comprendre et ressentir que vivre ce n'est pas consommer, c'est croire.

Gilles et Marie LAFLEUR,
Ste-Pétronille,
Ile d'Orléans

Ousséquison donc ?

Ousséquison les sauvages de l'Histoire du Canada? Ceux-là que l'on a éliminés et pour qui la peau rouge valait moins que la peau des castors?

Ousséquison tous les Indiens que les premiers colons ont piétinés? Ceux-là que l'on a appelés «sauvages» parce qu'ils ne portaient pas de montres et n'avaient pas de boss? Combien en reste-t-il de ces Indiens que les gouvernements ont tués à coups de bouteilles? Oui, à coups de bouteilles, bouteilles d'alcool qu'on leur a distribuées dès le départ et que l'on sème sur les routes les plus désertes, ce après avoir pillé leurs terres, leurs coutumes et leur race. Et après avoir goudronné leur forêt d'un ruban qui s'appelle autoroute ou pipeline, ruban qui ne sert plus qu'à les étrangler.

Ousséquison ceux-là qui avaient de la sève dans leurs veines? Ousséquison ceux qui se nourrissaient des fruits de la nature? Serait-on en train de les mettre en conserve parce que leur vie n'avait rien à voir avec les produits mis en boîte de chez Steinberg?

Ousséquison ceux-là chez qui la langue était trop pure pour être écrite ou transcrite? Ceux-

là à qui on a rentré l'anglais et le français dans la tête à coups de fusil? Ceux-là à qui on a appris c'était quoi la vérité et la divinité?

Ousséquison ceux-là qui croyaient au Grand Manitou? Ceux-là même à qui on essayait de vendre l'idée que le gouvernement au pouvoir était le Grand Manitou?

Ousséquison ceux-là pour qui arbres, lacs, fleurs, rivières, animaux et ciel pur signifiaient la vie?

Ousséquison ceux-là pour qui le nom et les coutumes ne sont plus que dans les musées des blancs?

Ousséquison ceux-là d'après qui on «baptise» des parcs nationaux rien que pour se rappeler la consonance «barbare» de ces mêmes noms?

Ils sont dans des réserves de plus en plus petites et de moins en moins nombreuses et de plus en plus contrôlées par les grands manitous d'Ottawa, de Québec, de Washington, les grands manitous de toutes les Amériques, Latine, Centrale et du Nord.

Et maintenant ousséquison les bons fils des méchants dans les livres d'Histoire que les grands manitous font apprendre aux quelques enfants indiens qui se débattent dans les écoles de blancs et quelle éducation de colons continue-t-on à faire avaler à nos propres enfants? On a peut-être traqué le mot «sauvage» pour «indigène». C'en est indigeste...

C'était juste un petit historique de l'assimilation. Ça rime bien ensemble Assiniboine et Saskatchewan, ainsi que Guatemala et Québec. Puis Kamouraska et Vodka, ça rime aussi. Tadoussac avec cul-de sac et Péribonka avec péri et on en fait pas de cas. Natacheouane et gourgane c'est doux comme résonance.

Quansséquessé que les Indiens vont lâcher leur CRI. On a fumé tout ce qu'ils avaient dans le grand calumet et violé tous les traités de paix. Faudrait qu'on commence à se parler entre Iroquois et Québécois, entre Algonquins et Canadiens. Et surtout pas se parler autour d'une Molson, même si on est 6 millions et eux autres on ne sait plus trop combien!

Rachèle PRUD'HOMME
Montréal

Fusion BCN-BP

Le conservatisme doit céder le pas au dynamisme

SUITE DE LA PAGE A 1

«Peut-être qu'on n'avait pas le management qu'il fallait», a déclaré un cadre ayant franchi de nombreux échelons après plus de 20 ans de service et qui doit maintenant partir. Il donnait ainsi du poids à la réputation de dynamisme de la Banque Provinciale par rapport au «conservatisme» accolé à la BCN.

Il va sans dire que les promotions sont généralement rares à la BCN. Quant au salaire, «nous allons effectuer le rattrapage mais pas tout de suite, peut-être en janvier, nous dit-on».

Des employés ont été informés des nominations «seulement la semaine dernière» ou il y a un mois dans d'autres cas.

Au cours des premières semaines, «c'était pénible à cause d'un nouveau patron ou de mutations».

Maintenant «le climat se rétablit», ou «plus ou moins» selon les services. «Les gens confirmés dans leurs fonctions sont contents» quoique certains perdent de leurs attributions, plusieurs sont partis et ne perturbent plus le climat et d'autres seront mutés plus tard.

C'est dans les services chargés des affaires québécoises et canadiennes du siège social de la BCN que «les plus durs coups ont été donnés parce que c'est là qu'on éprouvait les plus gros problèmes. Des têtes ont roulé». On y constate encore de «l'appréhension».

Aux affaires internationales de la BCN, c'est le vice-président André Bérard, de la Banque Provinciale, qui assumera la direction à compter de lundi.

Ce service de la BCN est «content» en principe de la fusion parce que la banque sera plus forte mais «au niveau personnel, des gens sont brimés. Ils retrouvent toutefois leur enthousiasme parce qu'il y aura d'autres changements dans six mois ou un an qui pourraient les favoriser cette fois. Il faut «tenir le coup six mois».

Dans toute fusion, il y a des ressentiments et des conflits, parfois dix ans plus tard, et des réajustements deviennent nécessaires quelques mois plus tard.

Certains sont partis d'eux-mêmes en sautant sur une occasion, d'autres ont préféré quitter parce que leur plan de carrière est à l'eau avec un nouveau patron, jeune.

«Les présidents des deux banques ont affirmé publiquement qu'il n'y aurait pas de congédiements de cadres: c'est pas vrai; que les vice-présidents garderaient leur statut: c'est pas vrai».

Présentement, des services de la BCN vivent une période de flottement, «le mauvais climat se résorbe» et d'incertitude quant au travail quotidien.

Des «nominations sont purement politiques» parce que le nouveau président les connaît. «Il faut protéger ses arrières».

La Banque Provinciale comptait trois membres sur quatre au comité de fusion: le président Michel Bélanger et les vice-présidents Gilles Mercure et Gilles Rock, alors que la BCN est représentée par le vice-président Jean Duvivier.

«Des directeurs adjoints doivent partir, d'autres sont dégradés». Certains attendent des offres depuis des semaines. Les vice-présidents de la Banque Nationale du Canada viendraient «moitié-moitié» des deux banques malgré la taille plus modeste de la Banque Provinciale dont le président dirigera la nouvelle banque. Bousculé par le temps, M. Bélanger devrait faire des choix rapides.

«Dans un mois, les choses vont retomber en place», a conclu un professionnel.

Les enseignants ébranlent le Front commun

SUITE DE LA PAGE A 1

existant, de par la volonté de ses trois coordonnateurs, Marcel Gilbert pour la CSN, André Therrien pour la CEQ et Fernand Daoust pour la FTQ, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il chancelle.

Le coordonnateur de la CSN auprès du Front commun, Marcel Gilbert, joint par LA PRESSE au téléphone, ne l'a pas caché: il est évident, dit-il, dans un front commun, que quand un groupe fait bande à part, cela provoque des frustrations chez les membres militants des autres groupes.

Mais MM. Daoust, Therrien et Gilbert, en acceptant de «parader» ensemble devant les journalistes dans la Vieille Capitale, ont voulu dire que «le Front commun existe encore» et qu'il

existera tant et aussi longtemps que les centrales poursuivront des objectifs communs, même si l'on peut différer d'avis «sur les moyens d'action».

Ceci dit, les trois centrales, chacune de son côté, poursuivront leur évaluation. La CSN, par exemple, part en tournée; la CEQ, elle, sera en conseil général la semaine prochaine à Québec.

Il ne serait pas étonnant, lors de ces assises, que certaines rivalités inter-centrales soient perçues. Hier, par exemple, dans l'édifice de la CSN à Montréal, certains ne se gênaient pas pour dénoncer la CEQ.

Le silence de la CEQ

Les dirigeants de la CEQ, en effet, n'ont pas voulu donner les résultats des votes. Prétextant que le bilan n'est pas complet.

Les journalistes, eux, ont

quand même obtenu plusieurs résultats, en fouillant à droite et à gauche.

Une compilation de LA PRESSE, compilation non officielle mais digne de foi et corroborée par des confrères journalistes d'autres médias avec qui on confrontait les résultats, démontre que les enseignants de Le Royer, de Lanaudière, de Laval, du Nord-Ouest québécois, de Granby, de l'Outaouais, de Richelieu, du Québec métropolitain, de la banlieue de Québec et de l'Estrie, ont majoritairement refusé de débrayer. En fait, seuls les enseignants protestants de Montréal et ceux de Trois-Rivières, d'après notre compilation, avaient voté massivement pour le débrayage.

Il se peut qu'il y en ait d'autres mais les porte-parole de la CEQ, refusant de répondre aux

questions, le bilan, forcément, risque d'être incomplet.

Chez les autres centrales, environ 78 pour cent des membres de la FTQ qui ont voté étaient en faveur du débrayage. A la FTQ, par conséquent, qui compte quelque 20,000 membres dans le Front commun, la question ne posait aucun problème.

A la CSN, qui compte 579 syndicats dans le Front commun pour 91,658 membres exactement, 406 syndicats ont voté pour, soit 64,190, et 19,110 contre. Quelque 8,700 membres n'avaient pas encore voté hier soir.

Quel résultat cela aura-t-il sur les négociations? A cette question, M. Gilbert a déclaré à LA PRESSE: «Quand les négociateurs recommandent deux jours de débrayage pour accélérer les négociations et que ce débrayage ne se fait pas, il est inévitable que cela affecte les négociations.»

CASTRO SUITE DE LA PAGE A 1

Curieux paradoxe. Il y a tout juste 23 ans, ici à Union City, sur la 26e Rue, entre Central Avenue et Bergenline, Fidel Castro vivait librement dans l'atmosphère feutrée dans la communauté cubaine de New York. Une rue bien ordinaire. Julia Veldivia, s'en souvient encore.

«Nous étions castristes à l'époque. Il venait ici ramasser des fonds pour la révolution. Mon mari et moi l'aiderions. Je me souviens, raconte-t-elle à LA PRESSE, un soir la police interrompit notre assemblée sous prétexte que nous n'avions pas de permis. Castro parvint à s'échapper dans Manhattan».

Julia Veldivia aujourd'hui est une anticastriste acharnée. C'est même elle qui organise la manifestation d'aujourd'hui devant les Nations unies.

Arrivé à deux heures du matin jeudi, Fidel Castro entouré d'une garde d'élite de 80 agents de sécurité, fit son entrée hier à la délégation cubaine. Ses hommes armés chacun d'un «étui à trombone», d'un walkie-talkie et d'un sac de cuir contenant nul doute assez de munitions pour dissuader tout attentat, marchaient au pas nerveusement. L'un d'eux dégaina même à l'approche d'un

manifestant.

A quelques pas du consulat cubain le groupe Alpha 66, le mouvement nationaliste cubain et une kyrielle de groupuscules attendent que Castro se montre le nez.

A Union City, Julia Veldivia connaît bien tout ce monde. Ce sont ses voisins, ses parents, ses amis, ses enfants.

Elle est mairesse adjointe, responsable de la communauté cubaine qui vit entassée sur une superficie d'un mille et quart à l'ombre des gratte-ciel de Manhattan. Union City a une population totale de 67,000 habitants. Pas étonnant dès lors que tous les 28 janvier, jour de l'anniversaire de naissance du héros de l'indépendance cubaine José Martí, le drapeau cubain soit hissé sur l'hôtel de ville de Union City.

La communauté cubaine de New York est très organisée. Sur l'avenue Bergenline, la grande artère commerciale de Union City, on y parle d'abord l'espagnol puis l'anglais. Pour comprendre le militantisme de ce petit Cuba, il suffit de feuilleter au hasard l'un de leurs nombreux journaux locaux. Les citations qui suivent traduites de l'espagnol sont extraites de pages publicitaires de l'hebdomadaire «AVANCE».

«En ce jour de grande célébration, nous votons pour le retour de la démocratie et de la liberté à Cuba». C'est signé McDonald's (la chaîne célèbre). En arrière-fond du M symbolique un nationaliste cubain brandit sa machette.

Sur la même page Fernando & Sons, marchand de meubles, condamne le communisme cubain.

Castro ne pourrait plus, décidément, habiter la 26e Rue ou venir en voyage de noces à New York comme il le fit en 1948.

Aux locaux du Mouvement nationaliste cubain logé dans un taudis chancelant Eduardo Santana me dit rudement de sortir des que j'y mets les pieds. Il me suit dans la rue.

— Agent secret?

— Non, lui dit-il, reporter.

J'entre alors dans son bureau orné d'immenses drapeaux noirs que domine un éclair blanc (pour l'espoir sur un «trois» stylisé).

«Le trois, c'est pour la troisième voie, le nationalisme», explique-t-il.

Eduardo Santana a 26 ans. Il débarqua aux Etats-Unis en 1959. Il milite depuis 10 ans avec son frère aîné dans les rues de Union City. L'assassinat de Orlando Letelier constitue pour lui une grande victoire.

«Nous luttons contre le communisme partout. Un communiste est un pro-castriste», lance-t-il souriant.

Les Cubains qui tuèrent Letelier sous les ordres de la Dina chilienne (police de sécurité) se réclamaient du MNC.

«Si vous aviez l'occasion aujourd'hui d'assassiner Castro, vous hésiteriez?»

— No comments, répond-il en ricanant.

Il me parle alors de son père qui fit la guerre d'Espagne du côté de Franco. La force est tou-

jours un outil dont il faut savoir se servir.

Le MNC a la sympathie secrète des marchands de la rue Bergenline. On s'y croirait à Cuba. Un Cuba sous Battista, avec des vitrines pleines à craquer de bibelots colorés, de frigidaires, de linges, etc... Les restaurants affichent leurs menus en espagnol. Les bananes frites sont aussi populaires que les «burger kings».

Julia Veldivia dans son salon rococo allouardi par des meubles trop massifs enveloppés de guenilles, ne croit pas à la violence. Elle est une anticastriste patiente. «Les Cubains redeviendront capitalistes, c'est inévitable», dit-elle.

Elle se teint les cheveux platine, mais parle encore l'anglais avec un fort accent cubain. Ses deux filles de 13 et 18 ans nées à New York ont le même accent.

Avant de quitter Eduardo Santana je lui demande si la CIA finance sa cause.

Il me répond d'emblée: «Nous n'avons rien accepté d'eux». Puis il se ravise. «La CIA est avec Carter, Carter protège Castro. Ils sont tous contre nous».

Hier soir sur la 39e Rue à Manhattan c'était le calme plat imposé par un régiment de policiers newyorkais. Castro attend son grand moment aujourd'hui aux Nations unies. S'il le veut il peut entrevoir les lueurs de Union City de l'autre côté de l'Hudson. Non loin d'où il habitait en 1956 un épicier cubain aidé de son petit-fils qui lui seul, parle l'anglais, refuse de parler de Castro.

POISSONS TROPICAUX AUX PRIX DE GROS
OUVERT AU PUBLIC

Nous avons agrandi nos locaux et nous sommes en mesure de vous offrir un choix de plus de 300 variétés de poissons tropicaux.

AUX PRIX DE GROS
Venez et comparez!

ANGES D'ARGENT	ord \$1.59	Prix de gros 67¢
POISSONS-CHATS	ord \$1.99	Prix de gros 88¢

Nous avons également en magasin une gamme complète: Aquariums et Fournitures • Plantes aquatiques et plantes d'intérieur • Fournitures pour animaux familiers • Oiseaux rares et exotiques • Le plus grand choix de poissons tropicaux à prix de gros

Tropica
3349, boul. des Sources, 684-7866
Sortie boul. des Sources vers le nord, à Dollard des Ormeaux

UNE VISITE À NOTRE
SALLE DE MONTRE
VOUS CONVAINCRA

PLUS DE 62 MODÈLES EN MONTRE

5 ans d'avance sur la concurrence

DES PRIX PLUS AVANTAGEUX QUE JAMAIS

25% 30%

de rabais sur 3 de nos modèles

SERVICE DE RÉNOVATION METROPOLITAIN
4058 ouest rue Jean-Talon O.
482-0600

Heures d'ouverture:
sam. 9 h à 4 h
dim. 11 h à 5 h
lun. mar. 9 h à 5 h
jeu. ven. 9 h à 8 h

Côté ouest de l'édifice Cesco
Vaste stationnement gratuit.

1/2 JOUR DEHORS
E.Kino-Quatre

Sherwin-Williams Kem
Latex peu lustré
PEINTURE POUR MURS ET BOISERIES
Seulement \$17.95 ou moins le gallon

La boîte peut contenir un peu moins pour permettre d'ajouter le produit colorant. Voir contenu net sur l'étiquette.

Pour faire les choses en beauté
En vente dans les magasins Sherwin-Williams et les concessionnaires participants
Tous les détaillants énumérés ne participent pas nécessairement.

MONTRÉAL
Ary Paint & Wallpaper 5778, Decelles
La Boutique de Décoration 337 ouest, Henri-Bourassa
Centre De Décoration Everett 2733, Everett
Centre de Décor Irène Paquet 1039 est, rue Beaubien
Charlemagne Robert 8862, Hochelaga
Charlemagne Robert 3796, Masson
Charlemagne Robert 5906, boul. Monk
Charlemagne Robert 1871, Ontario
Charlemagne Robert 8505, rue St-Michel
Daniel Décor Engr. 1974 est, rue Jean-Talon
Décorations 8056 8056, rue St-Hubert
Décoratique 2445 de Salaberry

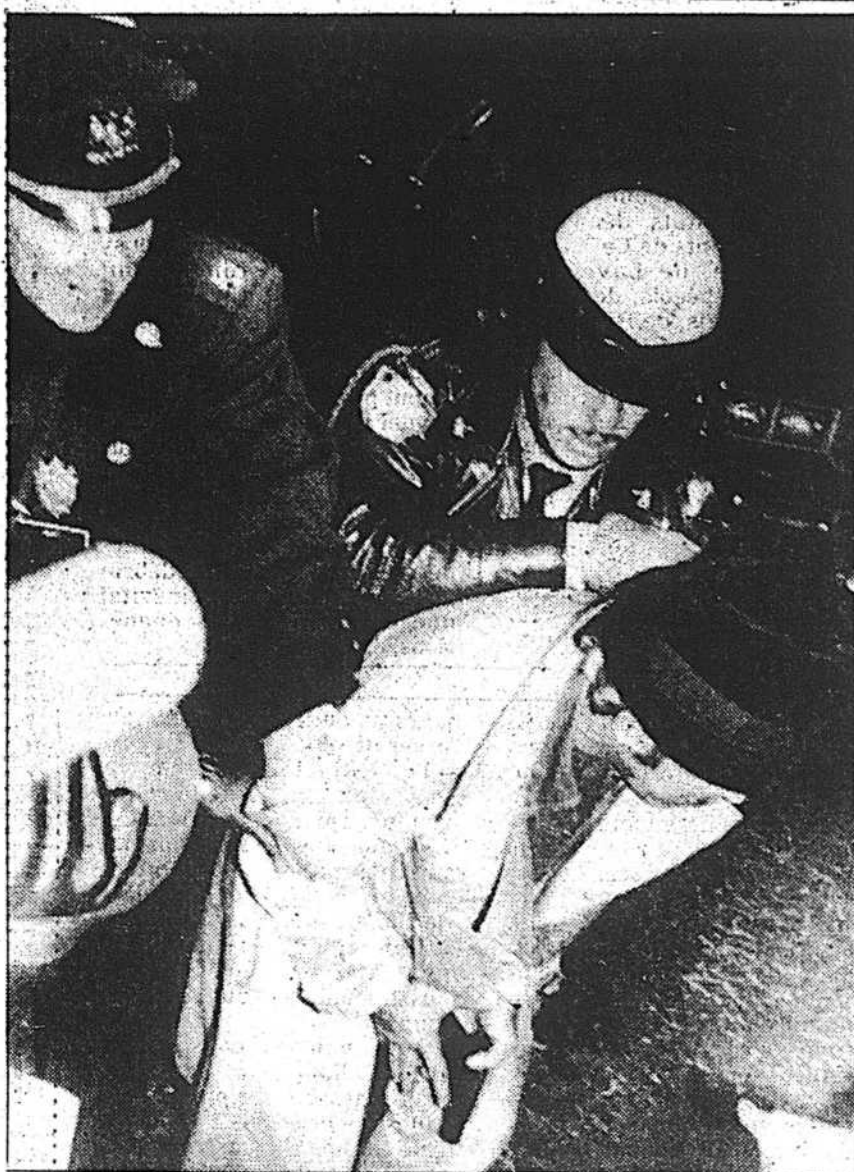
M.-L. Duquette 6865, rue St-Hubert
Ferr. P. Rivet 5771, Marseilles
Ferr. J.-R. St-Germain 2656 est, rue Beaubien
Ferr. Groleau 01270, Charlevoix
Ferr. Sauvé 1130 est, rue Sauvé
Lamarche & Frère 2273, des Ormeaux
Miller Paint Co. Emco Reg'd. 274, Fairmount
Montreal Decorating Supply Ltd. 250 est, Ste-Catherine
Perrault & Perrault 5126, Iberville
Pigeon & Drapeau 4828 est, rue Gouin
Quinc. Azores 4289, rue St-Laurent
Quinc. Delorimier 2129 est, rue Mont-Royal
Quinc. Gérald & Frères 5985, rue St-Hubert

Quinc. La Portugaise 8300, rue Berri
Quinc. Montréal Est Enr. 143, Laurendeau
Quinc. Montréal West 33 nord, rue Westminster
Quinc. Notre-Dame 2371 ouest, rue Notre-Dame
Quinc. Prévost 1500 est, rue Fleury
Quinc. Villeray 421, Villeray
Roger Rouleau Inc. 5126 est, rue Beaubien
Romuald Robert 933 est, rue St-Zotique
Rosaire Pomerleau 9358, Iberville
St. Roch Hardware 690, St-Roch
Sherwin-Williams 4325, Papineau
Sherwin-Williams 6080 ouest, Sherbrooke
United Hardware & Electrical Co. 5558, avenue Monkland

MONTRÉAL-NORD
Centre de la Couleur Montréal-Nord Inc. 5150, Charlevoix
Charlemagne Robert 5833, Léger
Ferr. Poirier 240 est, rue Jarry
Quinc. Expo 2510 est, rue Fleury
Quinc. Lefebvre & Fils Enr. 5100, Charlevoix
Sherwin-Williams 6095 est, Henri-Bourassa
Zeller's 11211, boul. Lacordaire

LAVAL
La Boutique—Atelier Jag-Ra Inc. 429, St-Martin
Charlemagne Robert 1769 ouest, St-Martin
K-Mart 1980, de la Concorde (Duvernay)
Peinture Boréal Engr. 3654, boul. de la Concorde

Quinc. La Portugaise Engr. 3940, Notre-Dame (Chomedey)
Quinc. Laval Ltée 1268, Bord de l'Eau (Ste-Dorothée)
Quinc. Renovatex Engr. 114, Bellrose
Zeller's 303, LaBelle
LAVAL-DES-RAPIDES
Ferr. Rapide Ltée 359, boul. des Prairies
LASALLE
Charlemagne Robert 1439, Shevchenko
K-Mart 2199, Lapierre
Quinc. LaSalle Francesco 1658, Thierry
Quinc. Riverside 7584, Centrale
Zeller's Newman Plaza, 421, Dollard



Un agent secret cubain qui pointait son pistolet chargé sur un groupe d'anticastistes a été immédiatement «pris en charge» par la police newyorkaise. Après s'être identifié, il a été ramené à la mission cubaine. (téléphoto UPI)

Une atmosphère d'état de siège entoure Castro dans Manhattan

d'après AFP, Reuter, UPI, PA

Le président Fidel Castro a commencé, hier, à New York, son séjour à l'ONU dans un silence — à part une révélation sur les crâtes qu'il avait emportés pour le cas où il inviterait quelqu'un à manger — qui contraste avec le plus impressionnant déploiement de forces de sécurité qu'ait connu New York. 2.000 policiers, plus une multitude d'agents secrets, avaient été mobilisés sur le trajet emprunté par le numéro un cubain au siège de la mission diplomatique de son pays.

Le tranquille quartier de Manhattan vit actuellement une atmosphère d'état de siège: policiers à cheval ou accompagnés de redoutables molosses, camions de transports et barrières interdisent toute entrée dans un périmètre de 300 mètres survolé par des hélicoptères et où guettent des tireurs d'élite embusqués sur les toits. La mission cubaine est gardée par des policiers armés jusqu'aux dents.

La police newyorkaise s'est

préparée à l'éventualité de manifestations.

On ignore le programme détaillé de Castro à New York mais on sait que le chef de l'Etat cubain doit s'adresser aujourd'hui à l'Assemblée générale des Nations unies en tant que président du mouvement des non-alignés. Contrairement à sa première intervention devant cette instance en 1960 — il avait alors prononcé un discours fleuve de quatre heures et demie — on estime que cette fois il ne devrait prendre la parole que pendant un peu plus d'une heure.

L'envoyé spécial de «Granma» a indiqué que «le commandant en chef avait fait part de son intention d'exposer devant l'ONU les accords du 6ème sommet des non-alignés» ainsi que son point de vue sur «les problèmes essentiels du moment et leurs possibles solutions».

Evoquant la décision du président Carter de renforcer la pré-

sence américaine dans les Caraïbes, Fidel Castro a qualifié ce mouvement de troupes de «très intéressant», poursuit «Granma». «De cette manière, a ajouté M. Fidel Castro, de l'argent est dépensé, ruinant les contribuables américains sans résoudre aucun problème pendant que nous sommes tranquilles pour poursuivre notre préparation combattive et élever notre esprit de lutte.» Ces «manoeuvres américaines ne nous empêchent pas de dormir», a déclaré le président cubain. «Pendant 20 ans, a-t-il souligné, les Etats-Unis ont fait des manoeuvres et menacé Cuba, je ne vais pas perdre le sommeil parce que des marines supplémentaires sont arrivés.»

M. Castro a indiqué d'autre part qu'il n'avait aucune objection à discuter avec les autorités américaines du problème de la brigade soviétique, mais le Département d'Etat a aussitôt fait savoir qu'une telle entrevue n'était pas prévue pendant le séjour du leader cubain aux Etats-Unis.

Rhodésie: ultimatum de Londres au F.P.

LONDRES, (AFP, Reuter) — La conférence de Londres sur le Zimbabwe-Rhodésie a été ajournée sine die, hier, peu après que la Grande-Bretagne eut instamment sommé le Front patriotique de se prononcer dès que possible et «sans aucune ambiguïté» pour ou contre le projet de constitution britannique.

En annonçant cette décision, lord Carrington, secrétaire au Foreign Office, a déclaré qu'il ne pouvait accorder à MM. Mugabe et Nkomo qu'un «bref temps de réflexion supplémentaire». Il a réaffirmé qu'il n'était pas question d'aborder la seconde phase de la conférence avant que le Front patriotique n'ait répondu à sa demande. Il a exprimé l'espoir que ce dernier pourra accepter «sous peu» les propositions constitutionnelles.

Mais les chefs du mouvement de guérilla ont maintenu leur refus catégorique d'accepter ou de rejeter le plan britannique avant l'issue de la seconde phase de la conférence portant sur le contrôle de l'armée et de l'administration de la «colonie rebelle» pendant la période intérimaire avant l'indépendance.

En dépit de cette impasse apparente, on souligne de part et d'autre qu'il serait exagéré de faire état d'une rupture imminente des négociations de Lancaster House, qui touchent à la fin de leur cinquième semaine.

Lord Carrington a déjà indiqué qu'il rejeterait toute demande du FP en vue de l'encadrement des forces rhodésiennes par les guerilleros nationalistes, l'une des principales revendications du FP pour la période précédant de nouvelles élections.



Des policiers maîtrisent un individu qui s'était lancé contre les barrières de sécurité en criant des slogans anticastistes, près de la mission cubaine à New York. (téléphoto UPI)

Brève révolte militaire en Bolivie

d'après UPI, Reuter et AFP

Des unités de l'armée bolivienne se sont soulevées hier et sous la menace de leurs armes se sont emparées de la mairie, des principaux édifices publics et des émetteurs de la ville de Trinidad, située à 690 kilomètres au nord-est de La Paz, la capitale. Peu après, les autorités gouvernementales, le président Walter Guevara Arze en tête, réussissaient à persuader les rebelles à réintégrer leurs casernes, évitant ainsi de justesse que la révolte ne prenne des proportions sérieuses.

Par ailleurs, la Fédération des

mineurs de Bolivie a lancé pour aujourd'hui un mot d'ordre de grève générale de vingt-quatre heures dans tous les centres miniers du pays pour protester contre la rébellion et afin de «défendre la démocratie».

Des unités de la sixième division de l'armée de terre se sont révoltées pour demander la dissolution du Parlement et le remplacement du président, le sénateur Walter Guevara Arze, par un militaire. Un communiqué lu à la radio a expliqué que la Bolivie est au bord de l'anarchie à cause des agissements du Parlement élu le

1er juillet dernier, à l'occasion des premières élections libres dans le pays après quinze années de régime militaire. Le communiqué ajoutait que le Parlement comprenait 144 membres devait être dissous parce qu'il est incapable d'agir correctement et qu'il n'est pas vraiment représentatif du peuple.

Des renseignements provenant du nord-est du pays indiquent que d'autres garnisons dans la région de Beni se sont jointes au mouvement de soulèvement mais que les principales unités militaires basées à Santa Cruz et à La Paz s'en sont abstenues.

Néanmoins, le président de la République bolivienne, M. Walter Guevara Arze, avait convoqué une session d'urgence, réunissant entre autres les principaux commandants militaires ainsi que l'ex-président David Padilla. Peu après, il annonçait que «tout rentrerait dans l'ordre» et qu'il n'y avait pas de quoi être préoccupé, qu'il avait la situation bien en main.

En sa qualité de commandant en chef des forces armées, il a ordonné une enquête sur les incidents, l'identification des responsables de la rébellion et leur châtiment.

dépêches

LE PRINCE Sihanouk a envoyé des télégrammes au pape Jean-Paul II et au président Carter pour qu'ils interviennent d'urgence auprès de la Thaïlande en faveur des réfugiés cambodgiens. Le prince estime que l'aide alimentaire aux réfugiés est détournée par les belligérants des deux camps au Cambodge, Khmers rouges et occupants vietnamiens, et sert surtout à «engraisser les soldats des deux camps antagonistes».

INVESTITURE de justesse du premier ministre désigné du gouvernement suédois, hier. L'opposition socialiste-communiste a voté en bloc contre M. Thorbjörn Fälldin, dirigeant du parti centriste, qui présidera le prochain cabinet tripartite composé de représentants de sa formation, de conservateurs et de libéraux. Le premier ministre a obtenu l'investiture de la Chambre avec 170 voix pour et 174 contre. La législation suédoise prévoit qu'il faut plus de la moitié des voix, soit 175 pour empêcher le premier ministre de former son gouvernement. Cet obstacle franchi, M. Fälldin présentera son cabinet aujourd'hui.

ROBERT STANFIELD, émissaire du Canada au Proche-Orient, rentre au pays, suite à une tournée au cours de laquelle les pays arabes ont rejeté le projet

de transférer l'ambassade canadienne de Tel Aviv à Jérusalem. A l'issue d'une visite de six jours au Caire, l'Egypte s'est également fermement opposée à ce transfert. Le voyage de M. Stanfield a fait suite aux menaces de boycottage des pays arabes contre le Canada. Le gouvernement canadien prendra une décision définitive après avoir entendu le compte-rendu de la mission de M. Stanfield.

LES DEUX plus célèbres détenus politiques de la République démocratique allemande (RDA) ont été libérés hier dans le cadre de l'amnistie décrétée à l'occasion du 30e anniversaire de la RDA. Ce sont Rudolf Bahro, critique économique contestataire, et Nico Huebner, objecteur de conscience. Leur condamnation en 1978 à huit et cinq ans de détention avait soulevé une vague de protestation dans l'opinion publique internationale.

DES INCIDENTS ont marqué la grève générale de 24 heures décrétée en Inde par les syndicats en guise de solidarité avec les 25.000 employés du secteur textile en grève depuis trois mois. La grève n'a pas été suivie dans l'administration ni dans les services publics, mais elle a été observée par les employés des banques commerciales, de la banque centrale et de l'organisme national des assurances. Soixante-dix personnes ont été arrêtées à New Delhi.

L'affaire des «diamants de Bokassa»

Aucun démenti de la part de l'Elysée

par Louis-Bernard ROBAILLE
collaboration spéciale

PARIS — Le président Giscard d'Estaing est-il menacé d'un Watergate — ou plutôt, comme l'écrivait le quotidien (gauchiste) «Libération» — d'un «Waterdiam»? Non, démenties jusqu'à maintenant, les accusations portées mercredi par le «Canard Enchaîné» sont d'une gravité extrême. Même si, juridiquement, rien n'interdit à un fonctionnaire ou homme politique français de recevoir quelque cadeau que ce soit, celui que le ministre Giscard d'Estaing aurait reçu de Bokassa en 1973 — 30 carats de diamants évalués au moins à \$200.000 — dépasse les échanges de bons procédés. Dans les retombées de l'intervention peu glorieuse en Centrafrique, l'affaire des «Diamants de Bokassa», si elle était confirmée, pourrait prendre les proportions d'un scandale majeur.

Hier soir, à Paris, rien ne permettait de prédire avec certitude l'évolution du dossier. L'absence de démenti de la part de l'Elysée 48 heures après la publication du document du «Canard», semblait confirmer la véracité des accusations. Dans les milieux de la majorité — et même de l'opposition — dans les journaux favorables au gouvernement, et à la télévision, le malaise était évident: ce n'est pas une affaire secondaire.

Reste à savoir si l'Elysée ne prépare pas une riposte quelconque, et si les journaux, ou même l'opposition, sont résolus à harceler M. Giscard d'Estaing là-des-

sus: la France n'est pas précisément le pays du «Watergate», et ou y cultive plutôt l'art d'étouffer et d'oublier les scandales politiques.

En 1965, le leader de l'opposition marocaine, Ben Barka, était kidnappé, assassiné et «escamoté» à Paris avec le concours d'agents français: malgré l'énormité du scandale, le général De Gaulle n'avait même pas sacrifié son ministre de l'Intérieur. En 1972, un haut fonctionnaire, Jean-Gabriel Aranda, avait communiqué au «Canard Enchaîné» quelques dizaines de documents établissant des interventions douteuses de ministres ou de députés en faveur de sociétés privées: aucun grand journal n'avait vraiment emboîté le pas au «Canard», et après quelques remous, l'affaire fut classée... sauf pour M. Aranda, qui fut mis en prison pour avoir dévoilé des informations «confidentielles». Mais plus tard, le «Canard» — toujours lui — est victime de «plombiers» de la police venus «sonoriser» ses nouveaux locaux: l'affaire se terminera par un non-lieu.

Question de tradition et de culture: pour les Français, le Watergate est toujours resté une affaire incompréhensible, relevant de la politique-fiction (et d'une naïveté incroyable). En France, l'Etat est considéré comme un ennemi — abusif, injuste, profiteur — mais aussi comme un mal nécessaire. On n'a aucune illusion: que les policiers outrepassent leurs droits, tabassent des travailleurs immigrés ou au contraire

«classent les dossiers» quand il s'agit de puissants, que les ministres abusent de leurs pouvoirs ou utilisent leurs fonctions à des fins personnelles, cela ne scandalise personne.

«Ca sera toujours comme ça», déclare volontiers le Français moyen dans les conversations de bistrot.

Pour qu'un responsable policier ou politique soit vraiment mis en cause, il ne suffit pas d'une indécence ou de quelque abus de pouvoir: il faut que la faute ait été nettement plus grave que la moyenne, que le coupable ait été pris en flagrant délit, bref que les limites de la «décence» aient été dépassées.

Dans les journaux, dans les milieux politiques ou dans la rue, on fait le même constat déabusé et réaliste: le pouvoir salit, personne n'est irréprochable. Ne remuons la boue que dans des cas extrêmes. Le Monde, très soucieux de la raison d'Etat, a toujours manifesté beaucoup de prudence et de réserve dans ce genre d'affaires. Le Scopp du Canard Enchaîné serait sans doute mort, comme bien d'autres, au milieu de l'indifférence générale, si le vénérable quotidien de la rue des Italiens — et son directeur en personne, Jacques Fauvet — ne l'avait repris à son compte, en première page. L'indiscrétion prenait un tour politique.

Dans un premier temps, les médias «officiels» sont pris de panique. Dans les journaux télévisés de mercredi après-midi, pas un

mot de l'affaire, l'AFP donne la consigne du silence. Le soir, une seule des trois chaînes de télévision fera un compte-rendu à peu près objectif. Dans les deux autres cas, on en parle à la sauvette, et on ose qualifier de «démenti» le communiqué de l'Elysée, sybillin, et qui est tout sauf un démenti.

Hier matin, les journaux du groupe Hersant (pro-gouvernement) qui n'avaient rien écrit la veille, se portent vaillamment à la défense du président. «C'est une mauvaise querelle», écrit le Figaro et «bien qu'il n'y soit nullement tenu, il est évident que M. Giscard d'Estaing fera don à l'Etat ou à une organisation charitable des cadeaux qu'il a reçus, au moment qu'il le jugera opportun».

Du côté de l'Elysée, on joue l'indignation souveraine — mais sans rien démentir précisément — en se disant peut-être que les rares poursuivants se fatigueront d'eux-mêmes. Premier communiqué, vague et anonyme (mercredi): «Les échanges de cadeaux... n'ont ni le caractère ni la valeur qui ont été mentionnés dans certains organes de presse à propos du Centrafrique».

Seconde déclaration (jeudi) faite «à titre personnel» par le porte-parole de l'Elysée, Pierre Hunt: «Il ne serait pas digne de la fonction du président de la République de répondre à des accusations tenant plutôt de la diffamation et de l'opération politique que de l'information sérieuse».

Troisième déclaration, du premier ministre Raymond Barre

cette fois, à la sortie de l'Elysée: «Tout ceci est écoeurant.»

Sur le fond de l'affaire pas un mot — et toujours pas de démenti, au contraire. Les activités impressionnantes de la famille Giscard d'Estaing en Afrique centrale (Cameroun, RCA) ayant été mises en relief par le Monde et certains journaux de gauche, les partisans du gouvernement hurlent à «l'amalgame» et on dément certaines informations de détail. Reste l'essentiel: M. Giscard d'Estaing a-t-il bel et bien reçu 30 carats de diamants des mains de Bokassa, et, au-delà de tout légalisme, ne peut-on parler d'un pot-de-vin substantiel, s'il les a gardés? Si tel est le cas, c'est un «cadeau» des plus compromettants et qui, dans la plupart des pays occidentaux, suffirait à hypothéquer une carrière politique... surtout quand cette affaire arrive après des épisodes tels que ceux de l'éviction de Bokassa. Après tout, ce qu'on reprochait concrètement au président italien Giovanni Leone n'était pas tellement différent et pourtant, dans ce pays plutôt cynique, il avait été forcé à la démission, il y a dix-huit mois.

Au stade actuel, tout est possible: M. Giscard d'Estaing peut fort bien s'en tenir à ce silence outragé, et tout simplement attendre que ses rares dénonciateurs se fatiguent d'eux-mêmes. Quel cas, il faudra ajouter un nouvel article à la liste des affaires «non éclaircies» de la politique française.

Hier en tout cas, les partis de

gauche, communistes en tête, faisaient montre d'une prudence et d'une discrétion tout à fait remarquables sur le sujet: comme si, en «remuant la boue», on craignait d'être éclaboussé soi-même. De ce côté pour l'instant, le président français a des «alliés objectifs».

Où alors, devant l'ampleur du «scandale», l'engrenage infernal se met en marche et, dans ce cas, même une télévision «respectueuse de l'Etat et du pouvoir», même la presse la plus dévouée au gouvernement, seraient entraînés dans le mouvement.

Avouons-le: cette deuxième hypothèse, aux conséquences incalculables (élections présidentielles anticipées, ce dont personne ne veut etc.), reste hautement improbable. Dans ce pays où, parmi les serviteurs de l'Etat, on sait avoir une mémoire sélective, tout le monde aura peut-être bientôt oublié les détails des «diamants de Bokassa». Un cadeau de \$200.000? Vraiment? Dirait-on bientôt. Où sont les preuves? Et puis, qu'est-ce que c'est que ces péchés véniels au regard du «service de l'Etat»? Reste l'hypothèse intermédiaire: des remous et une campagne de presse plus agressive que prévu, qui pourraient forcer l'Elysée à sortir de sa réserve. Exemple: dans trois semaines on communique anodin et anonyme de la présidence expliquant que le cadeau avait bien été accepté mais que depuis longtemps, il a été restitué (à l'Etat... ou à des organisations charitables, comme le suggère le Figaro).

Kissinger: La politique européenne

LES ANNÉES À LA MAISON-BLANCHE

(Note de l'éditeur: A partir de 1960, chaque nouvelle administration américaine arrivait au pouvoir convaincue que le gouvernement précédent avait négligé les relations outre-atlantiques. Lorsque Richard Nixon accéda à la présidence, à Washington, on avait la nostalgie du Plan Marshall. Mais en Europe, une telle euphorie n'existait pas car on se préoccupait surtout de la détermination américaine à défendre ses alliés européens. Dans un autre extrait des *Années à la Maison-Blanche*, Henry Kissinger nous parle de la politique européenne du président Nixon.)

— 4 —

par HENRY KISSINGER

ORGANISER les déplacements de l'entourage présidentiel au cours d'un voyage officiel, c'est tout un exploit. Chacun des officiels reçoit une brochure décrivant chaque événement et chaque déplacement, minuté à la seconde, ainsi que des illustrations montrant où chacun doit se tenir lors des cérémonies ou indiquant les arrangements concernant les chambres à coucher, la participation aux entretiens et autres renseignements de la plus haute importance.

C'est au cours du premier voyage du président Nixon en Europe en février 1969 que je me familiarisai avec ce rituel et avec les petites habitudes des organisateurs: c'étaient des gens soignés et sérieux choisis par H.R. Halde- man dans des agences de publicité notamment. Ce qui leur manquait en idéaux et en formation était compensé par leur assiduité. Ceux pour qui ce compte le plus est l'avancement ne se traînent pas les pieds quand leur carrière est en jeu.

Avant tout, cette équipe devait s'assurer qu'on ne verrait que le côté le plus flatteur du président Nixon, ce qui conduisait parfois à des absurdités.

Lors d'une visite officielle à Ottawa en 1972, un éclairage américain décida que les fauteuils beiges du bureau de M. Trudeau ne mettraient pas en valeur l'image de Nixon à la télévision. Il entreprit alors de changer l'ameublement du bureau de M. Trudeau et d'y mettre des fauteuils bleus. Le projet échoua, car un collaborateur de M. Trudeau fit une telle colère qu'il frisa l'incohérence.

Lors du voyage en Europe, les éclaireurs américains décidèrent d'agir comme s'ils organisaient une visite poli-

tique à Des Moines. Lorsque John Ehrlichman tenta d'imposer une liste d'invités à un dîner au 10 Downing Street, David Bruce, l'ambassadeur des États-Unis à Londres envoya ce télégramme: «Il me semble inutile d'expliquer pourquoi il serait absurde de dicter au premier ministre qui il peut inviter à dîner chez lui».

À bord de son avion Air Force One, le président mémorisait des analyses et lisait un long document sur De Gaulle, tiré d'un livre que j'avais écrit sur l'OTAN, intitulé *The Troubled Partnership*.

À Bruxelles, le roi Baudouin attendait le président à sa descente d'avion et dans une brève déclaration, Nixon proclama que ce voyage inaugurerait une nouvelle recherche de la paix.

On craignait le retrait américain

La visite à Bruxelles illustrait l'ensemble des problèmes dans les relations entre les États-Unis et l'Europe en 1969. L'avenir de l'Europe était incertain. Au chapitre de la défense, on ne voulait pas accroître l'effort européen, mais on craignait le retrait des Américains. Les dirigeants européens nous encourageaient à la détente avec l'Est, mais nous avions l'impression désagréable que le motif principal de ces incitations était de libérer les leaders outre-atlantiques de décisions difficiles.

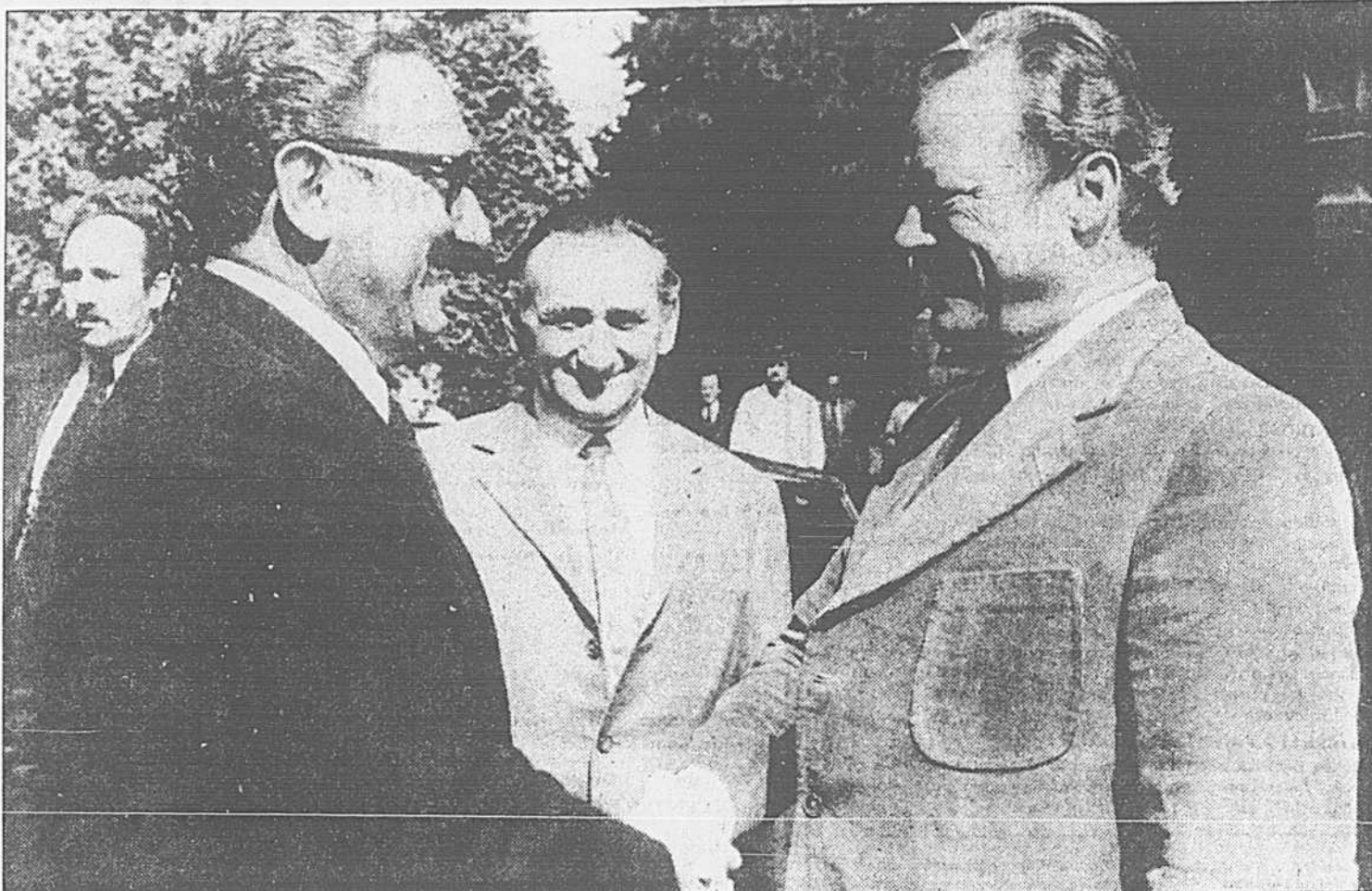
Dans les années 1960, l'attitude américaine était simple. Les intérêts américains et européens étaient, selon nous, identiques; il était impensable que les États-Unis mettent sciemment en cause les intérêts fondamentaux de leurs alliés, que ce soit en diplomatie ou en stratégie.

Nixon arriva à Londres venant de Bruxelles un lundi soir pluvieux. Harold Wilson l'accueillit avec l'amabilité d'un chef de vieille famille qui a connu des jours meilleurs mais qui peut encore évoquer le souvenir de la sagesse, de la dignité et de la puissance qui lui avaient donné un nom à l'origine.

De l'aéroport, on nous emmena à Chequers, la résidence de campagne du premier ministre.

Wilson invita Nixon à assister à une réunion du cabinet, un honneur sans précédent pour un étranger.

Nous en tenant aux promesses de Nixon lors de son premier voyage en Europe au début de 1969, nous poursuivîmes, au cours des mois qui suivirent, d'intenses consultations avec nos alliés. En mars 1969, Nixon rencontra à Washington Pierre Trudeau, le premier ministre canadien.



Le 9 septembre 1972, en compagnie du chancelier ouest-allemand Willy Brandt et de son adjoint Egon Bahr.

Liens symboliques du Canada avec l'OTAN

Les relations du Canada avec l'Otan avaient toujours été d'un caractère spécial. Contrairement aux pays européens, le Canada n'était pas directement menacé; contrairement aux États-Unis, il ne pouvait prendre de décisions concernant la défense commune. La contribution canadienne dans le domaine de la défense ne pouvait qu'être marginale en regard de celle des principales puissances européennes ou des États-Unis. Les liens du Canada avec l'Otan ne pouvaient donc qu'être largement symboliques. Le pays était prêt à appuyer le principe de la sécurité collective en fournissant des troupes, tout en favorisant fortement les mesures visant à diminuer les tensions.

L'attitude un peu distante du Canada, ainsi que la grande qualité de son leadership lui donnaient toutefois une influence disproportionnée par rapport à sa contribution militaire.

Le Canada avait adopté une politique étrangère globale; il participait aux efforts internationaux de maintien de la paix; il contribuait au dialogue entre les nations industrialisées et les pays en voie de développement. Et en même temps, le Canada entretenait des relations spéciales avec les États-Unis. Les deux tiers du commerce canadien se faisaient avec nous; son économie était à ce point dépendante de la nôtre que cette question constituait un enjeu important au Canada. Cette ambivalence, quoique différente de celle de l'Europe, était néanmoins complexe. Il fallait en effet maintenir des relations économiques étroites avec les États-Unis tout en affichant à l'occasion son indépendance vis-à-vis de nous.

Situation de conflit

En termes concrets, cela signifiait que son besoin des marchés américains était constamment en conflit avec la tentation d'imposer des mesures économiques discriminatoires; son instinct le poussait à favoriser un système commun de défense, mais il était également tenté de se mettre au-dessus de tout cela en agissant comme une sorte d'arbitre international. Convaincus de la nécessité de coopérer, mais poussés vers la confrontation par des impératifs internes, les leaders canadiens disposaient d'une marge de manœuvre réduite, qu'ils utilisaient avec une adresse extraordinaire.

Trudeau et Nixon: pas faits pour s'entendre

On ne peut pas dire que Nixon et Trudeau étaient faits pour s'entendre. Issu d'une vieille famille québécoise, élégant, brillant, énigmatique et intellectuel, Trudeau faisait remonter à la surface la rancœur de Nixon à l'endroit des gens huppés qui, d'après lui, l'avaient dédaigné. Il avait du dédain pour le plaisir évident qu'éprouvait Trudeau à se retrouver en société et il trouvait que celui-ci avait adopté une attitude manquant de nerf au chapitre de la défense et face à l'Est. Malgré tout, lorsque les deux hommes se retrouvaient, Trudeau traitait Nixon sans la moindre condescendance, tandis que Nixon écoutait Trudeau avec respect. Ils travaillaient ensemble de façon détendue, s'occupant des questions à régler et attendant d'être rentrés chez eux pour faire tout commentaire personnel peu charitable.

C'est ainsi que se déroula leur première rencontre. Trudeau appuya la position de Nixon au sujet de la défense par les missiles antibalistiques. Les rumeurs selon lesquelles il retirerait le Canada de l'Otan sont demeurées sans fondement. Les questions économiques furent confiées aux experts. On s'entendit sur la tenue de fréquentes consultations, qui eurent lieu d'ailleurs. Les relations entre le Canada et les États-Unis firent la preuve que l'intérêt national peut transcender les sentiments.

On décrit tous les voyages présidentiels comme d'importantes manœuvres diplomatiques. Quiconque a voyagé avec un président ne peut prendre une telle affirmation au sérieux. Même s'ils s'en sentent capables, peu de chefs de gouvernement ont le temps de résoudre des impasses; leurs rencontres sont trop brèves et les exigences du protocole trop rigides. Par conséquent, les déplacements des chefs de gouvernement servent surtout à créer un certain symbolisme, à imposer des limites aux négociations à un niveau inférieur et à permettre aux leaders de se jauger mutuellement.

Les avantages politiques des déplacements

Il y a également des avantages politiques. Par exemple, en disant que Richard Nixon, lorsqu'il décida de se rendre en Europe pour la deuxième fois en septembre 1970, n'était pas conscient de l'effet bénéfique qu'aurait ce voyage sur les prochaines élections au Congrès,

on ne lui reconnaîtrait pas les qualités qui l'ont porté à la présidence.

Nous sommes arrivés à Rome en soirée le 27 septembre, à temps pour assister à une réception donnée, pour des raisons de sécurité, dans la cour intérieure du palais Quirinal.

Tous les entretiens avaient été prévus pendant une seule matinée, parce que les organisateurs avaient décidé d'une visite au Vatican l'après-midi.

La visite au Vatican donna l'occasion de faire un tour d'horizon de la situation internationale avec l'un des hommes les plus sensibles et intelligents que j'aie rencontrés au cours de ma vie publique: Paul VI.

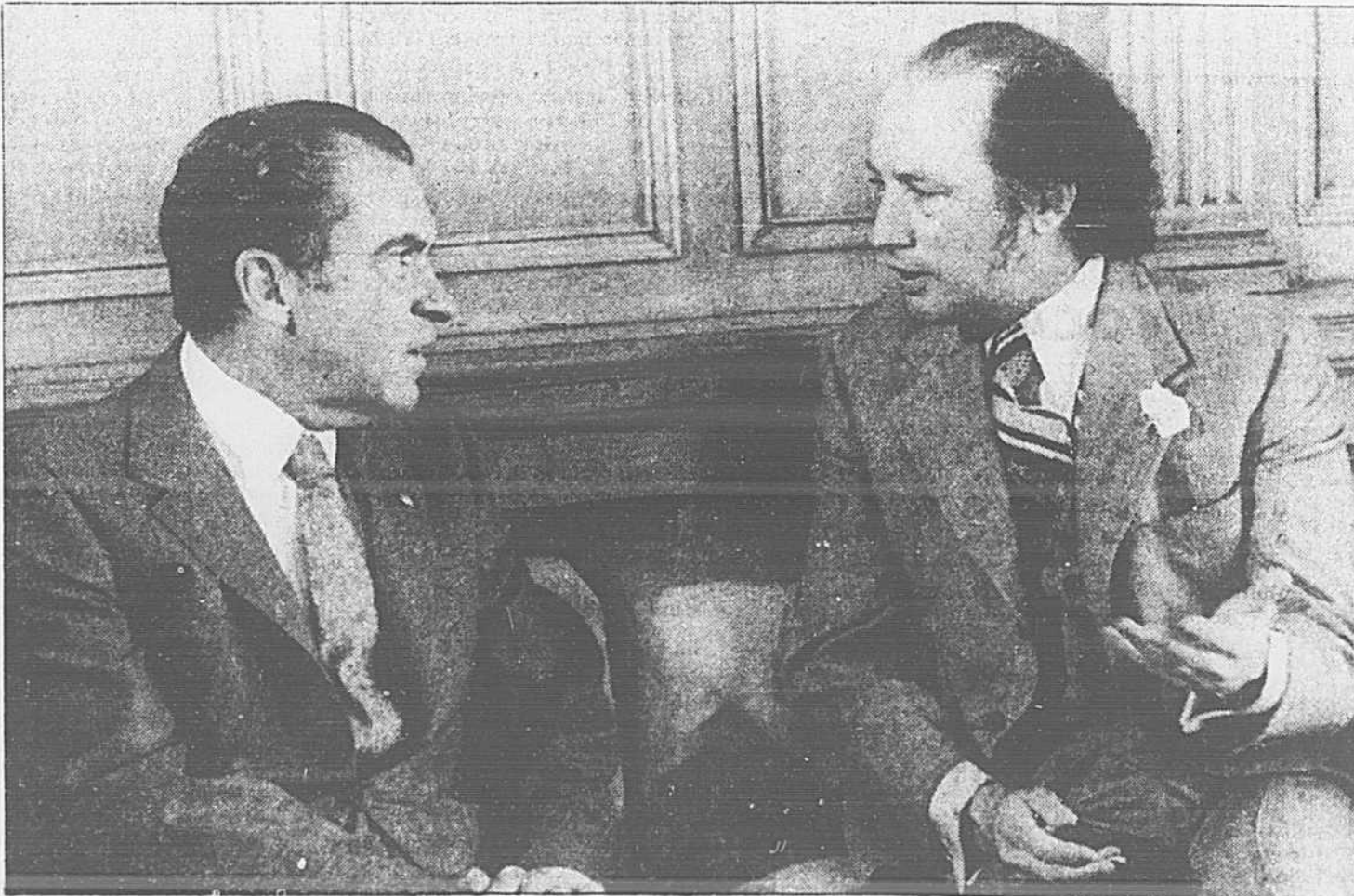
Nos éclaireurs avaient prévu que le président devrait partir du Vatican en hélicoptère militaire pour rejoindre la Sixième flotte. Estimant que l'aspect martial de la chose était suffisamment mis en évidence, la Curie suggéra discrètement de ne pas inclure le secrétaire à la Défense parmi les invités à l'audience générale que devait donner le pape pour la délégation américaine, à l'issue de son entretien privé avec Nixon.

Comme la délégation américaine se préparait à pénétrer dans la salle d'audiences, Mel Laird arriva, machonnant son éternel cigare. Lorsqu'on lui demanda ce qu'il faisait là, il répondit évasivement qu'il était là pour les hélicoptères. Je demandai à Laird d'éteindre son cigare au moins pendant que nous serions en présence du pape.

La délégation américaine était alignée sur deux rangs, devant Nixon et le Saint-Père, assis côte à côte. Le pape prononçait une courte allocution lorsqu'on vit de la fumée sortir de la poche du costume de Laird. Celui-ci tenta discrètement d'éteindre le feu, mais comme il n'y parvenait pas, il se mit à se taper les côtes. Ceux qui ne voyaient pas très bien ce qui se passait et qui ne se rendaient pas compte que le secrétaire à la Défense était en train de s'immoler devant le pape croyaient que Laird avait commencé à applaudir, ce qu'ils firent eux aussi. Seule une sagesse acquise au cours de millénaires a permis aux représentants du Vatican de faire comme si de rien n'était et de laisser les événements se dérouler comme prévu.

Copyright (c) 1979 par Henry Kissinger
tiré du livre: *Les Années à la Maison-Blanche*
Publié par Little Brown and comp.
Distribué par Special Features.

DEMAIN: Les missiles Soviétiques.



Selon Kissinger, Nixon trouvait que Trudeau avait adopté une attitude manquant de nerf au chapitre de la défense et face à l'Est.



La visite de Nixon au Vatican donna l'occasion de faire un tour d'horizon de la situation internationale avec l'un des hommes les plus intelligents que Kissinger dit avoir rencontrés, le pape Paul VI.

carrières ET PROFESSIONS

N.B.: Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.



LE CENTRE HOSPITALIER ROUYN-NORANDA
Centre hospitalier de soins spécialisés de 229 lits
opérant un département de santé communautaire
(couvrant tout le Nord-Ouest québécois)

RECHERCHE

UN DIRECTEUR DES SERVICES HOSPITALIERS

LES FONCTIONS DU POSTE

Le candidat recherché aura, comme principales fonctions, la gestion des services de technologie médicale, électrocardiologie, radiologie, électroencéphalographie, inhalothérapie, physiothérapie, pharmacie, diététique et archives médicales en étroite collaboration avec l'équipe de direction.

LE CANDIDAT

Le candidat idéal aura un diplôme d'études universitaires de quatre (4) ans en sciences de la santé ou en sciences administratives.

Les candidats possédant un diplôme de 1^{er} cycle dans les domaines mentionnés et une expérience jugée exceptionnelle seront considérés.

Le candidat possèdera une expérience de travail de quatre (4) années, dont deux (2) à titre de gestionnaire dans le réseau des affaires sociales.

Le candidat saura faire preuve de dynamisme, de leadership et d'idées innovatrices dans l'organisation et le fonctionnement de ses services particulièrement dans les relations indispensables avec les médecins.

SALAIRE ET AVANTAGES SOCIAUX

Tous les bénéfices sociaux offerts par le Ministère des Affaires sociales lui seront accordés et le salaire selon la classe salariale 16 des échelles du réseau des affaires sociales.

Les personnes intéressées devront faire parvenir un curriculum vitae complet au plus tard le 17 octobre 1979 à:

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Centre hospitalier Rouyn-Noranda
4, 9e Rue, NORANDA, (Qué.)
J9X 2B2



Centre Hospitalier des Laurentides

Établissement public à soins multiples de 568 lits situé à l'Annonciation dans le nord des Laurentides, à environ 160 kilomètres de Montréal, recherche un

Chef d'unité (Psychiatrie à long terme)

FONCTIONS:

Sous l'autorité du directeur des soins infirmiers, le chef d'unité coordonne et contrôle les activités relatives à l'administration des soins aux bénéficiaires de son(s) unité(s), dans le but de leurs assurer les soins en qualité et en quantité.

EXIGENCES:

- A) **Scolarité:** détenir un DEC en techniques infirmières, plus une (1) année de spécialisation dans la même discipline ou en techniques administratives, ou l'équivalent.
B) **Expérience:** deux (2) années d'expérience pratique, six (6) mois d'expérience de gestion.
C) **Autre:** être membre en règle de l'O.I.I.Q.

SALAIRE:

Selon la politique de rémunération du Ministère des Affaires Sociales (classe 12: entre \$20,005 et \$28,897) et selon les qualifications et l'expérience.

Les candidats (es) doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 26 octobre 1979 au:

Directeur du personnel
CENTRE HOSPITALIER DES LAURENTIDES
L'Annonciation, Québec J0T 1T0



Commission de contrôle de l'énergie atomique Atomic Energy Control Board

LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE recherche un PROGRAMMATEUR/OPÉRATEUR D'ORDINATEUR LES HOMMES ET LES FEMMES SONT ADMISSIBLES À CE CONCOURS

La Commission de contrôle de l'énergie atomique est l'organisme fédéral qui est responsable du contrôle de tout ce qui touche l'énergie atomique au Canada.

Le titulaire mènera des travaux d'analyse des systèmes, de programmation et d'exploitation d'un mini-ordinateur de modèle HP1000 installé dans nos locaux, de sorte à satisfaire aux besoins des usagers en traitement, à informatiser des données scientifiques et administratives.

Les postulants doivent être des diplômés universitaires ou collégiaux en informatiques et posséder plusieurs années d'expérience.

Ce poste est désigné anglais seulement et est situé à Ottawa. Le salaire intéressera les postulants dont le salaire actuel est d'environ \$21,000. Il sera en fonction des qualités et de l'expérience.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard le 31 octobre 1979, à:

Commission de contrôle de l'énergie atomique,
Division du personnel et de l'administration,
Case postale 1046, Succursale «B»,
OTTAWA, Ontario.
K1P 5S9

ATTENTION: Agent de Dotation



POSTES D'INGÉNIEURS DISPONIBLES

Papeterie Reed Ltée est à la recherche d'ingénieurs pour ses départements du Service technique, de l'ingénierie et en conservation de l'énergie pour son usine de pâtes et papier dans la ville de Québec.

SERVICE TECHNIQUE

La fonction du titulaire consiste à fournir l'aide technique nécessaire aux départements de production; ceci implique une étude poussée des problèmes, l'exécution de leur solution ainsi que l'identification et le développement des possibilités d'amélioration.

Le candidat choisi sera un ingénieur en mécanique ou en génie chimique possédant une bonne capacité analytique, de l'initiative et un jugement sûr. Une bonne connaissance des procédés de fabrication du papier journal, du carton et/ou de la pâte à papier serait un atout.

DÉPARTEMENT DE L'INGÉNIEURIE

Sous la direction du surintendant du département de l'ingénierie, l'ingénieur en mécanique s'occupera de projets depuis leur conception en passant par le design, la sélection de l'équipement, les négociations de contrats, la construction et la phase du début.

Le candidat choisi sera un ingénieur en mécanique ou civil avec l'expérience de l'ingénierie de projets en industrie de pâtes et papier ou en industrie de transformation première. Il sera motivé, aura l'esprit d'initiative, un jugement solide et une facilité de communications avec des personnes de niveaux différents. Il possèdera de trois à huit ans d'expérience.

CONSERVATION DE L'ÉNERGIE

La fonction du titulaire consiste à superviser l'exécution de nos travaux de projets ou accordés par contrat en matière de conservation de l'énergie. Il formulera des projets en matière de conservation incluant les coûts et l'économie anticipée.

Le candidat choisi sera un ingénieur en mécanique et possèdera de l'initiative, motivation, un bon jugement et un esprit innovateur. Une bonne connaissance des procédés de fabrication du papier journal, du carton et/ou de pâte à papier serait un atout.

Les candidats devront avoir une bonne connaissance des langues française et anglaise.

Reed offre un plan de carrière intéressant, salaire avantageux et tous les bénéfices marginaux usuels.

Toute personne intéressée devra faire parvenir son curriculum vitae à:

Superviseur des relations industrielles — emploi
Papeterie Reed Ltée
B.P. 1487
Québec G1K 7H9

PROGRAMMEURS

la presse

Nous demandons des programmeurs d'application avec expérience COBOL et/ou ASSEMBLER

Nous offrons

- du travail de programmation structurée employant la méthode de travail et de documentation HIPO;
- un milieu intéressant tant au plan du matériel que du logiciel utilisé.

Présentement 2 x 370 138 de 1M et bientôt un 4341 2M. Le logiciel: VM, CMS, DOS-VS, VSAM, TELECOM un moniteur interactif de notre conception qui supporte un réseau de 96 terminaux.

Les personnes intéressées à se joindre à une équipe dynamique sont invitées à communiquer au 285-7360 ou à venir compléter une demande d'emploi à:

la presse, ltée
7 rue St-Jacques
service du personnel
3e étage
Montréal, Qué. H2Y 1K9

MÉTAUX BALLAST CANADA INC.

L'une des compagnies à croissance des plus rapides et des plus en vue au Canada dans le recyclage des métaux non ferreux

recherche immédiatement un INGÉNIEUR — MAINTENANCE

RESPONSABILITÉS:

- Supervision de la maintenance de l'ensemble de l'équipement.
- Vérification des stocks de pièces de rechange.
- Préparation des budgets des réparations importantes, de l'outillage et de l'équipement de l'atelier mécanique.
- Sous l'autorité du vice-président, Technique.

L'EQUIPEMENT COMPREND:

Transporteurs, concasseurs, tamis, séchoirs, fourneaux, chaudières, machines de coulée, chariots-élévateurs à fourche, camions, tracteurs, grues, etc.

PRÉREQUIS:

10 années d'expérience de la maintenance, de la vérification et des commandes de pièces de rechange, de préférence dans des usines utilisant des fours rotatifs, comme les cimenteries.

La langue de travail est le français; cependant, une bonne connaissance de la terminologie technique anglaise est souhaitable.

Pour obtenir une entrevue immédiate, veuillez adresser un curriculum vitae faisant état en détail de l'expérience acquise à:

Dr C. Beinhoff
Vice-président, Technique
44, rue Garnier
Ville Ste-Catherine, Qué. J0L 1E0

TECHNICIEN(NE) SYNDICAL(E)

EN TEMPS ET MOUVEMENTS ET ÉVALUATION DES EMPLOIS

Fonctions principales:

- Effectuer des études chronométriques et établir des plans d'évaluation des emplois.
- Superviser des techniciens régionaux.
- Négocier et voir à l'application de conventions collectives.

Qualifications requises:

- Posséder de deux (2) à cinq (5) ans d'expérience pertinente.
- Être prêt à voyager partout dans la province.
- Être capable de travailler en équipe et motivé pour défendre les travailleurs.

Salaire:

- Jusqu'à \$21,400 par année selon l'expérience. Plus bénéfices marginaux très intéressants.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 19 octobre au:

Directeur professionnel
Fédération Canadienne des Travailleurs du Textile Inc.
1259, rue Berry, suite 600,
Montréal, P.Q.
H2L 4C7

DETAIL STRUCTURE D'ACIER DESSINATEURS SENIORS ET INTERMÉDIAIRES POSTES PERMANENTS

Contacteur:

T. RHEAUME ou P. LAURIER
RHEAUME, LAURIER, VIEL INC.
Technologues-Conseils,
4280 Métropolitain est,
Montréal H1S 1A2
Tél.: 725-9547

RECHERCHONS ÉGALEMENT: Technologues en électricité et en mécanique de bâtiment.

ENQUÊTEURS

Une corporation professionnelle est à la recherche d'enquêteurs qui travailleront sous la direction du responsable du département et auront à voyager dans toute la province.

Nous offrons un salaire, des bénéfices sociaux et avantages marginaux intéressants.

Envoyer confidentiellement votre curriculum vitae à:

LA PRESSE, REF.: 19,609
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal H3C 3E3

AVOCAT

L'étude de SPIEGEL & KRAVETZ est à la recherche d'un avocat pour sa section de litige (préférentiellement avec 1 ou 2 années d'expérience).

Le candidat devra être bilingue et toutes les candidatures seront traitées confidentiellement à:

Me James E. Khazzam
a/s de SPIEGEL & KRAVETZ
1155 boul. Dorchester, ouest, suite 3406
Montréal H3B 3T3

INGÉNIEURS ET DESIGNER EN INSTRUMENTATION

Société internationale spécialisée dans le traitement des eaux à des postes à pourvoir immédiatement dans son département d'ingénierie.

(514) 337-2010 poste 208
ou écrire: Degremont Inflico Ltée
3300, Côte Vertu
St-Laurent, Qué. H4R 2B7

Pour faire insérer
une annonce encadrée

SOUS LA RUBRIQUE

carrières
ET PROFESSIONS

dans la presse

COMPOSER 285-7320

Représentant aux ventes

3M Canada Inc. a besoin d'un représentant pour promouvoir notre gamme complète d'abrasifs appliqués et produits connexes auprès des industries et des distributeurs qui s'y rattachent dans la région de Montréal.

Nous offrons, en plus d'un excellent salaire, un régime de compensations supplémentaires, une voiture de la compagnie, un remboursement des frais d'affaires et de nombreux avantages sociaux. Le candidat a de l'entregent et détient autant que possible un diplôme d'études post-secondaires. Une expérience dans les ventes sur le marché industriel est un atout, bien que nous donnions un programme complet de formation sur les produits.

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae à:

J.-P. Bédard
3285, boul. Cavendish
Bureau 560
Montréal, Québec
H4B 2M4



COMMIS SENIOR À LA COMPTABILITÉ

Hôpital enseignant, localisé dans le centre-ville a besoin d'un commis senior à la comptabilité pour accomplir toutes les opérations comptables avec un minimum de supervision.

QUALIFICATIONS:

- Connaissances et études en comptabilité nécessaires ainsi que 3 à 5 années d'expérience.

SALAIRE: \$13,850 à \$17,308.

S'il vous plaît contactez

Département des Finances
Hôpital Neurologique de Montréal
Mme Gean-Yuan Pwu
284-4553

RÉDACTEUR EN CHEF DEMANDÉ

Journaliste d'expérience demandé pour assumer la direction et l'orientation rédactionnelle d'un nouveau magazine hebdomadaire au Québec dont l'aspect rédactionnel répondra à un besoin populaire au niveau de l'information sociale et politique sur l'actualité québécoise.

Les candidats sont invités à faire parvenir leur curriculum vitae ainsi que le salaire désiré à:

La Presse, Réf.: 19607
C.P. 6041, Succ. A
Montréal, H3C 3E3

Toute demande demeurera confidentielle.

P.S. plusieurs photographes et journalistes pigistes, de calibre, sont également demandés.

SUPERVISEUR

Pour superviser l'entretien des véhicules, la main-d'œuvre, les installations du garage, l'équipement et les pièces accessoires.

Sera également responsable de l'entretien des bâtisses et des voies de la circulation.

Doit posséder une expérience pertinente et être bilingue.

Bon salaire et avantages sociaux.

S'adresser Service du Personnel
Déménagement et Entreposage
Kenwood Ltée
Tél.: 341-3411

CONTACTEZ LES PRÉSIDENTS!

Nos représentants se chargent de vendre un service unique en son genre — s'agissant d'un programme de contrôle du prix de revient — aux grandes compagnies aussi bien qu'aux petites entreprises. Notre compagnie est internationalement réputée, au service des compagnies canadiennes dans tout le Canada. Si vous pouvez transiger aisément avec les cadres haut placés, si vous êtes couramment bilingues et si vous recherchez l'épanouissement dans votre carrière en tout premier lieu, il vous faut alors communiquer avec nous.

Nous vous encourageons à devenir «votre propre patron» et cela fait partie de notre programme et de plus nous vous accorderons une rémunération généreuse.

Nous fournissons les noms des personnes à prospecter et défrayons le coût du programme complet de formation. Si vous êtes en mesure de remplir ce poste, nous vous assurons une croissance dans la carrière ainsi qu'une augmentation de vos revenus.

CELA MÉRITE UN APPEL TÉLÉPHONIQUE! NOUS POURRONS EN REPARLER!

Pour obtenir une entrevue au cours de la semaine du 15 octobre, écrire (discretion assurée) à:

LA PRESSE, REF.: 19610
C.P. 6041, Succ. «A»
MONTRÉAL H3C 3E3

INGÉNIEUR RÉGIONAL

Une importante compagnie internationale située à Montréal et se spécialisant dans les coffrages et l'échafaudage d'accès et d'étolement est à la recherche d'un ingénieur civil pouvant vérifier et approuver des dessins de mise en application de son équipement. En plus de conseils techniques il devra également fournir une aide dans le domaine des ventes.

QUALIFICATIONS:

Des connaissances dans la conception des structures d'acier et de bois ainsi qu'une expérience dans le secteur de la construction.

Faire parvenir votre curriculum vitae et vos références «strictement confidentiel» à:

Le Vice-président des opérations,
LA PRESSE, REF.: 19,602,
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal H3C 3E3



VENTE INDUSTRIELLE À L'EXTÉRIEUR

Une occasion d'avancement avec une compagnie progressive. Nous requérons un(e) vendeur(euse), avec expérience, pour approcher l'industrie de la construction et les agences du gouvernement.

Le(la) candidat(e) devra avoir une connaissance de la quincaillerie industrielle, d'outillage d'usine et d'équipement d'atelier.

Nous accordons salaire, commission, voiture, dépenses, fonds de pension et tous autres avantages offerts par la compagnie.

Présentez-vous chez:

J. Pascal Inc.
901, rue Bleury
Montréal, Québec H2Z 1M5

BELIER **DU 21 MARS
AU
20 AVRIL**

TAUREAU **DU 21 AVRIL
AU
20 MAI**

DU 21 MAI
AU
21 JUIN

CANCER 69 DU 22 JUIN
AU
22 JUILLET

DU 23 JUILLET
AU
23 AOÛT

**DU 24 AOÛT
AU
22 SEPTEMBRE**

DU 23 SEPTEMBRE
AU
23 OCTOBRE

 **SCORPION**  DU 24 OCTOBRE
AU
22 NOVEMBRE

SAGITTAIRE DU 23 NOVEMBRE AU 21 DÉCEMBRE

 **7**
CAPRICORNE

DU 22 DECEMBRE
AU
20 JANVIER

 DU 21 JANVIER
AU
19 FÉVRIER

POISSONS **DU 20 FÉVRIER AU 20 MARS**

BOZO

LÂCHE CE
BALAI,
CHESTER!
JE
T'ARRÊTE!

PEANUTS

f g h i

POURQUOI METS-TU DEUX POINTS SUR LE «i»?

CE NE SONT PAS DES POINTS...
CE SONT DES YEUX! TU N'AS
JAMAIS ENTENDU PARLER DES
YEUX DU «i»?

RESTE UN PEU ICI! TU VAS
PEUT-ÊTRE APPRENDRE
QUELQUE CHOSE!

HAGAR DUNOR le VIKING

LA PREMIERE MARCHÉ EST TOUJOURS LA PLUS IMPORTANTE... IL FAUT DONC REFLECHIR SOIGNEUSEMENT !

CELLE-LA !

MARCHES ET DEGRES

OK BERAUD 4-15

TRES BIEN !

1546

PHILOMÈNE

ENFIN EN SECURITE

ZONE DE SECURITE

1875 LIVING FUTURE SYNDICATE, INC.

ZONE DE SECURITE

LES NAUFRAGÉS

L'ETIRE... JE PENSE PARFOIS QUE JE SUIS UN BON GARS... ET PARFOIS QUE JE SUIS FRANCHEMENT MECHANT...

C'EST CE QUE JE DÉCRIRAIS COMME UNE DOUBLE PERSONNALITÉ... SI TU AVAIS VRAIMENT ASSEZ DE PERSONNALITÉ POUR DEUX ! HA, HA !

1979 United Feature Syndicate, Inc.

HEUREUSEMENT QUE JE SUIS SADO-MASOCHISTE.

CANDIDE
1506

[illegible]

Si vous recherchez la réponse à un problème se rapportant à l'astrologie, il suffit d'écrire à VOTRE HOROSCOPE, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9

REPONSE — Votre ascendant: CAPRICORNE. Sur le plan financier le début de 80 annonce le moment de conclure une affaire avantageuse, et que vous visez depuis plus d'un an. Vous pourriez être tentée d'attendre encore, mais le secret espoir d'obtenir des avantages supplémentaires, se serait une erreur. Les astres promettent de vous accorder leur protection au cours du premier semestre de l'an prochain, et contrairement aux transactions, affaires s'en trouveront fortement appuyés. Au chapitre de la santé, en faisant preuve de prudence vous ne devriez point connaître d'ennuis sérieux. Chance de voyage en décembre. Vos affinités avec votre natif du Poisson: l'amabilité, le ton et le mot juste qui attirent l'approbation, le goût de la justice, la délicatesse et la douceur sont autant de dispositions qui vous rapprochent. Vous pouvez former association, d'abord, sur le plan des affaires, pour ensuite planifier votre existence à un autre palier, celui de votre vie affective.

QUESTION — J'aimerais connaître mon

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

- 1—J' est souvent au bord de l'eau.
- 2—Loutre de mer — Lignées.
- 3—Note — Rigoureux — S' procurent.
- 4—Secondée — Espèce de bugle.
- 5—Il a perdu son chah — Bourrique.
- 6—A pas de tortue — Coups de baguettes.
- 7—Poisson plat — Troisième personne.
- 8—Infinitif — Recherché — Parties de pains.
- 9—Plantes officielles — On y lave la vaisselle.
- 10—Apprivoisés — Eprouvés.
- 11—Sacrifice — Partie de cathédrale — De naissance.
- 12—Râpé — Véhicules pour le transport des liquides.

- 1—Plaisanter grossièrement — Lettre grecque.
- 2—Appelé sur soi — Apres au toucher.
- 3—Coups de baguettes — Proposition — Relatif aux habitants de la haute Ecosse.
- 4—Docteur — Atteignent particulièrement les chevilles.
- 5—Irlande — Roi d'Israël — Aride.

6—Guère — Tristes.
7—Prend un repas — Narine
des cétacés.
8—Percent — Orateur grec.
9—Interjection — Position
approchée d'un navire —
Francium.
10—Rameaux imparfaitement
élagés — Irlande.
11—Inhumé — Première page
d'un journal.
12—Estonien — Congrès.

Solution au prochain numéro

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	I	N	H	I	B	I	T	I	O	N	P	
2	M	O	U	L	I	N		S	U	A	V	E
3	P	I	E		T	E	L	E		I	O	N
4	O	R	E	E		D	E	R	A	N	G	E
5	R	E		G	R	I	S	E	S		U	
6	T	R	O	U	T	E		S	T	A	R	
7	U	R	I		S	E	R	T	I	R		A
8	N	I	E	N	T			U	S	E	S	
9		E	N	L	A	C	E	M	E	N	T	S
10	Z	U	T		U	E	L	E		T	A	U
11	O	S		C	D		A	U	T	E	U	R
12	G	E	N	E		I	N	R	I		X	E

Solution du dernier problème

ENERGIE — Un mot de 5 lettres

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	N	A	P	E	R	T	E	G	T	A	T	H	P	A	N
2	T	I	U	D	N	I	U	M	I	N	E	U	R	M	O
3	E	A	F	E	R	R	O	R	A	S	E	P	J	O	I
4	L	F	L	O	T	E	R	V	B	R	E	V	I	U	S
5	B	P	L	S	L	R	I	E	T	E	R	M	B	L	N
6	A	A	P	E	E	R	A	I	L	P	G	O	E	I	E
7	C	R	V	R	E	T	L	V	C	U	I	R	E	N	T
8	L	E	N	O	I	V	A	E	A	S	R	L	N	O	T
9	R	I	T	O	R	S	O	B	N	I	P	B	N	N	F
10	U	L	E	T	I	L	E	I	T	N	L	N	A	E	I
11	E	E	R	L	E	N	A	D	T	E	E	L	P	G	S
12	L	U	O	O	O	U	A	O	A	U	O	I	A	A	S
13	A	F	D	V	T	S	U	N	W	S	R	U	L	R	I
14	H	U	L	O	E	O	E	P	I	S	S	E	R	O	L
15	C	A	T	I	O	N	R	E	S	S	U	O	P	F	E

ANION	CHALEUR	INDUIT	PLEIN	TONNE
APPAREIL	CUIRE	ISOLANT	POUSSER	TRAVAIL
AUTO	EOLIEENNE	LEVER	PRISE	TREPAN
AVION	EPISSER	LITRE	ROTIR	USINE
BIDON	ERG	MINEUR	ROTOR	VENT
BOIS	FER	MOULIN	ROUE	VOITURE
BRULER	FISSILE	NAPHTA	SOLEIL	VOLT
BRUT	FORAGE	NAVIRE	SUPER	WATT
CABLE	FUEL	OLEODUC	TENSION	
CALORIE	GAUSS	PANNE	TESLA	
CATION	GISEMENT	PILE	TIRER	

Solution du dernier problème: BUSARD

Explication du jeu

Éliminez un à un les mots de la liste que vous repérez dans la grille. Ces mots peuvent se lire horizontalement, verticalement, diagonalement, de droite à gauche, de gauche à droite, de bas en haut et de haut en bas.

Les lettres qui vous resteront composent le mot-mystère

REPONSE — Votre ascendant: GEMEAU..
 Vos nombres chanceux. 2-11-13-19-22-34 et ceux
 de votre mari: 4-13-18-21-24-33.

REPONSE — Vos jours et chiffres chanceux: dimanche et lundi et 5-7-14-19-23-32. Vos signes d'entente: Poissons, Scorpion et Bélier. Les mois qui viennent marqueront probablement votre vie affective. Un nouvel amour est possible en octobre. Vous risquez de vous emballer très vite et de prendre l'intensité de vos sentiments pour un amour profond. Vous connaîtrez quand même des moments inoubliables.

REPONSE — Vous n'êtes probablement pas assez communicative. Vous n'osez point aller vers les gens. Vous attendez qu'ils viennent vers vous et ces derniers ne peuvent le deviner. C'est un manque de confiance en soi qui demande d'être compris et transformé, d'après votre tracé astral. A partir de la dernière semaine de septembre plusieurs planètes transiteront votre ascendant, vous donnant plus d'assurance et déculpant votre magnétisme. Une période propice aux rapports agréables avec vos semblables peut en découler, et favorable également aux rencontres sentimentales. Les déplacements à courte distance sont favorisés de la fin d'octobre à la mi-novembre. Je ne perçois pas la possibilité d'un départ pour vous vers l'étranger.

AVIS À LA CLIENTÈLE DE LA BANQUE ROYALE, PLACE LONGUEUIL

En raison de l'incendie qui a ravagé le Centre Commercial Place Longueuil au cours de la fin de semaine dernière, nous avons dû réorganiser temporairement nos services.

Nous prions notre clientèle de bien vouloir effectuer ses transactions bancaires à partir de la succursale de la Banque Royale sise au coin des rues Chambly et Ste-Foy, à Longueuil.

Dans le but de faciliter le service, la succursale Chambly et Ste-Foy ouvrira ses portes spécialement pour la clientèle de la succursale Place Longueuil aux heures suivantes:

De 18h à 21h le vendredi 12 octobre

De 9h à 12h le samedi 13 octobre

Par ailleurs, les clients qui désirent effectuer leurs transactions courantes peuvent le faire aux heures habituelles d'ouverture et ce, dans n'importe laquelle des succursales de la Banque Royale sur la Rive-Sud.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer aux numéros de téléphone suivants:

874-2110

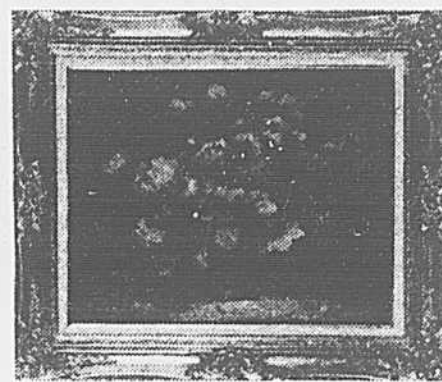
874-2994

874-5780



BANQUE ROYALE

ATTENTION MONTREAL!



DES TABLEAUX POUR TOUT LE MONDE A DES
RABAIS EXTRAORDINAIRES

UNE OCCASION SANS PAREILLE
DONT TOUS LES MONTREALAIS
DOIVENT PROFITER



QUELQUES
EXEMPLES

\$90. (Était \$275)	\$35. (Était \$90)	\$150. (Était \$425)	\$215. (Était \$625)	\$60. (Était \$200)	\$50. (Était \$150)
------------------------	-----------------------	-------------------------	-------------------------	------------------------	------------------------

CHARGE

VISA

master charge

AMERICAN
EXPRESS

OUVERT:

Du lundi au jeudi 9 à 6

Vendredi 9 à 6

Samedi 9 à 5

ANGLE BISHOP

cette grande liquidation

est en cours à

LA GALERIE ROYALE

qui vous offre une
immense sélection
de peintures à l'huile
par des artistes
connus du Québec et
d'Europe.

1420 ouest, rue SHERBROOKE angle Sherbrooke 845-4383

Vente 1/2 prix

Achetez Le Matelas AU PRIX
COURANT ET OBTENEZ LE SOM-
MIER-BOÎTE À MOITIÉ PRIX

LE CONFORT D'UNE MAISON COMMENCE AVEC LE CONFORT D'UN MATELAS!

Le matelas vous assure un confort total grâce à son épaisse couche de mousse piquée à même le revêtement 100% rayonne. Un support durable grâce aux ressorts doublement trempés (312 dans le 54") et les bords exclusifs «dura-edge». Sommier-boîte à barres de torsion exclusif à Sealy procurant plus de fermeté.

"ORTHO-PREMIER"
MATELAS 54" 159⁹⁵
1/2 prix SOMMIER-BOÎTE 79⁹⁵

MATELAS «Queen» 199⁹⁵
60" x 80"
1/2 prix SOMMIER-BOÎTE 99⁹⁵

"ORTHO-PREMIER"
MATELAS
Grandeur 39"

139⁹⁵

SOMMIER BOÎTE 69⁹⁵
Rég. 139.95 1/2 prix.....

SUR ROULETTES



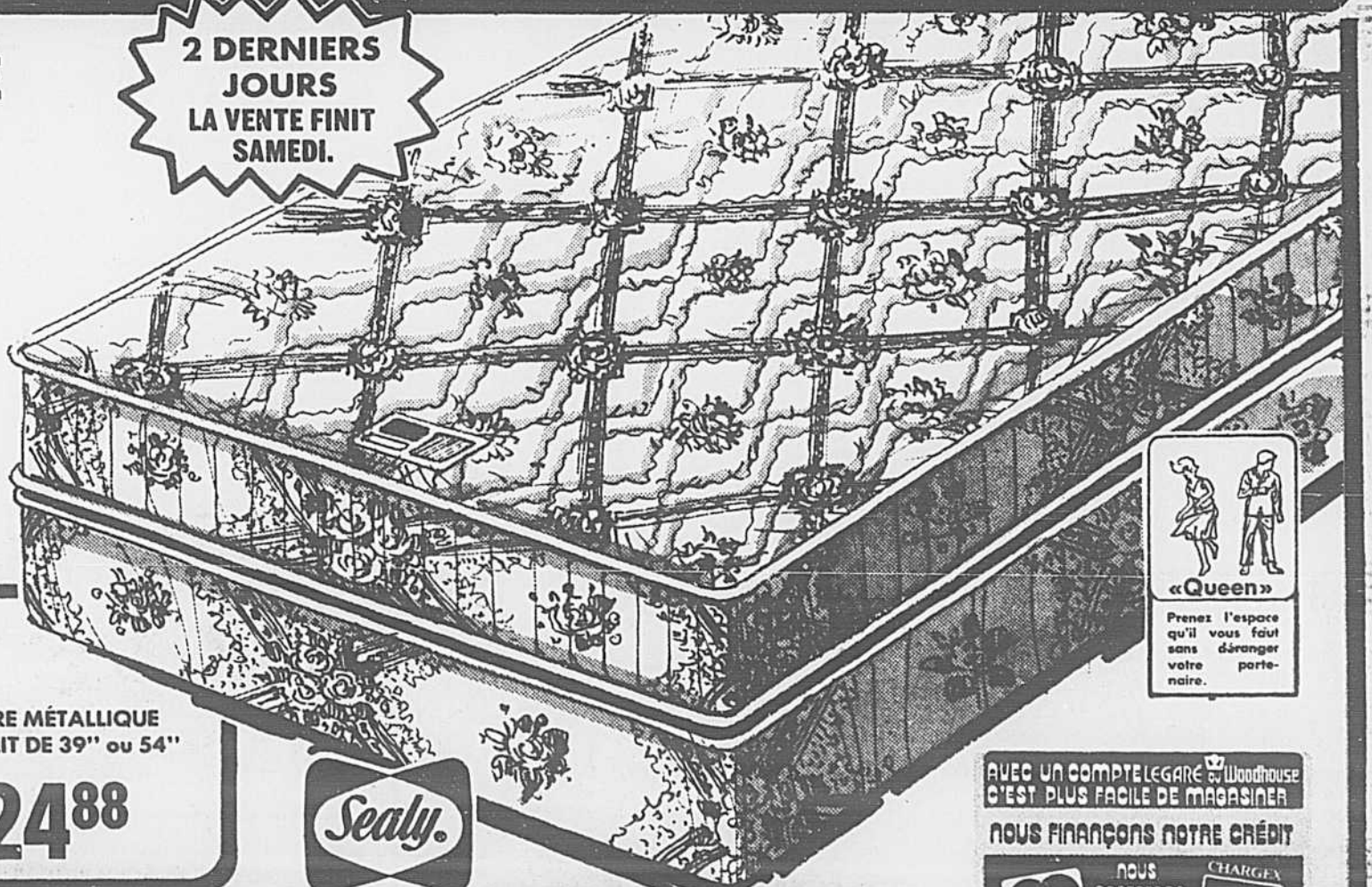
LE SUPPORT
IDÉAL

CADRE MÉTALLIQUE
POUR LIT DE 39" ou 54"

24⁸⁸



**2 DERNIERS
JOURS
LA VENTE FINIT
SAMEDI.**



«Queen»
Prenez l'espace
qu'il vous faut
sans déranger
votre
partenaire.

AVEC UN COMPTE LEGARÉ Woodhouse
C'EST PLUS FACILE DE MAGASINER
NOUS FINANÇONS NOTRE CRÉDIT

NOUS ACCEPTONS
AUSSI

CHARGE
VISA

LIVRAISON
GRATUITE
dans un rayon
de 100 milles

LEGARÉ



Woodhouse

1200 AMHERST Tél: 842-8911	6960 ST-HUBERT Tél: 271-4668	3734 NOTRE-DAME, O. Tél: 935-6994	915 est, Ste-Catherine — Tél: 845-9261 STATIONNEMENT GRATUIT avec achat (Station. mun. à l'arrière) — 6 étages de meubles & appareils électriques			
3730 ONTARIO E. Tél: 526-1667	10530 BOUL. PIE-IX Tél: 322-2741	1020 RUE NOTRE-DAME Tél: 637-5825 (Lachine)	GREENFIELD PARK 204 boul. Taschereau Tél: 671-5933	MONTRÉAL-NORD 6065 Henri-Bourassa Tél: 325-6611	LASALLE 8360 boul. Newman Tél: 363-4955-6	CHOMEDEY 1180 boul. Labelle Tél: 688-9750-1
1480 CH. CHAMBLY Tél: 677-6353 (Longueuil)	1278 EST. AVE. MT-ROYAL Tél: 521-9245	3250 RUE MASSON Tél: 725-2453 (Rosemont)	VERDUN 3913 Wellington Tél: 766-2343	MONTRÉAL 3956 est. Ontario Tél: 527-9251	CHATEAUGUAY 298 boul. d'Anjou Tél: 691-6812-3	PIERREFONDS 4989 boul. des Sources Tél: 683-5365/5367
4010 RUE WELLINGTON Tél: 768-4730 (Verdun)	4660 est. rue STE-CATHERINE Tél: 255-7029	11926 est. rue NOTRE-DAME Tél: 645-5371 (Pe-aux-Trembles)				

A. Gold & Sons

AUJOURD'HUI, LA
MODE EST AUX REVERS
PLUS ÉTROITSEN EST-IL DE MÊME
DANS VOTRE
GARDE-ROBE?Vente de complets
faits sur mesure
Taillés à la Main

ORD: \$295

\$248

SUPPLÉMENT POUR GILET
ET GRANDES TAILLES

ÉPARGNEZ \$47 2 pour \$490

FAITS SUR MESURE
GILET \$48⁹⁰ PANTALON \$64⁹⁰

et...

Nous ne signons que des vêtements...
qui vous vont à la perfection

A. Gold & Sons

- 388 c., STE-CATHERINE
- LE CARREFOUR LAVAL
- LES GALERIES D'ANJOU
- FAIRVIEW, POINTE-CLAIRE
- 960 c., STE-CATHERINE
- LES PROMENADES ST-BRUNO

Autour du salon bleu Beauce-Sud: le monde à l'envers

Les observateurs qui suivent le déroulement de la campagne électorale dans Beauce-Sud n'en reviennent pas: c'est quasiment le monde à l'envers si on compare à toutes les autres campagnes électorales auxquelles le Parti québécois a été mêlé depuis 1970 ainsi qu'à la façon traditionnelle de procéder du Parti libéral. D'abord — est-il utile de le rappeler — c'est le Parti québécois et non le Parti libéral qui présente un homme d'affaires en la personne de Raymond Boisvert, un «dynamique» jeune homme qui doit rappeler bien des souvenirs aux libéraux de l'époque bourrasiste puisque son principal thème électoral est centré autour de la question de la création d'emplois. Son opposant libéral, un notaire de la région, M. Hermann Mathieu, fait plutôt campagne, jusqu'ici sur des thèmes autrefois chers au PQ: le besoin de se rapprocher de la base, aider les petites gens, servir le peuple, etc... Mais ce n'est pas tout: pour une fois, semble-t-il, le gros de l'argent ne se situe plus dans le camp libéral. Les méchantes langues racontent même que c'est pour permettre à son prospère candidat de dépenser le plus possible d'argent hors des contrôles de la loi électorale que le premier ministre Lévesque a retardé à mercredi prochain l'émission des brefs électoraux. La larme à l'oeil, les libéraux de Saint-Georges de Beauce se plaignent donc de cet «accroc à la démocratie», et il s'en faudrait de peu (les gens n'ont-ils pas la mémoire courte?) pour qu'ils accusent M. Boisvert d'être le candidat de la haute finance. Quoi qu'il en soit, il est vrai que le candidat péquiste et son organisation donnent carrément l'impression d'avoir plus d'argent à dépenser que leurs rivaux, du moins si on se fie à la quantité de messages publicitaires écrits et électroniques qui circulent dans le comté.

Dépenses non contrôlées

Les organisateurs de chaque candidat se défendent bien de profiter du fait qu'ils peuvent dépenser sans aucun contrôle d'ici mercredi prochain, c'est-à-dire d'ici l'émission des brefs, mais il n'en demeure pas moins que les deux opposants s'en donnent à cœur joie dans les journaux locaux pour se faire de la publicité, soit pour annoncer leur prochaine assemblée, soit pour vanter leurs mérites personnels, soit pour

réclamer des sous ou de l'aide bénévole. Le candidat péquiste Raymond Boisvert va même plus loin en servant du papier à en-tête de sa compagnie «Vêtements sport «Ray» Ltée» pour solliciter des dons à sa campagne électorale. D'ici mercredi prochain, tout est donc permis et c'est probablement la raison pour laquelle un restaurateur local qui ne pouvait s'empêcher de cacher sa sympathie libérale a cru bon de faire imprimer des napperons où, en plus du nombre d'établissements «Les rôtisseries St-Bruno» on peut lire: «Fruits de mer, pizza, bar-b-q, mets chinois et député au provincial Hermann Mathieu». Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce restaurateur n'a pas peur de prendre ses désirs pour des réalités.

Pas comme ailleurs

Dans la Beauce, dit-on, les choses ne se passent pas comme ailleurs. Citons quelques exemples qui auraient tendance à prouver cet avancé. D'abord, la situation géographique des locaux des deux candidats. Habituellement, les organisations tentent de conserver une certaine distance (sans mauvais jeu de mots) entre leurs permanences. Ce n'est pas le cas à Saint-Georges où les deux permanences vont presque jusqu'à se faire face sur la rue Principale, ce qui permettra aux deux organisations de mieux se surveiller et peut-être aussi de mieux s'espionner. Ensuite, il ne semble pas que la rivalité politique doive se traduire nécessairement par des rivalités aux autres plans. Ainsi, quelle n'était pas la surprise des observateurs de constater, la semaine dernière, lors du discours du premier ministre Lévesque devant les membres de la Caisse d'établissement de la Chaudière, la présence de nul autre que le candidat libéral Hermann Mathieu. On eût pu croire que celui-ci profiterait de l'occasion pour poser quelques questions embarrassantes au chef péquiste: point du tout et le candidat libéral applaudit même les propos du premier ministre. Quelques tables plus loin, lors de la même causerie, on remarquait côte à côte le candidat péquiste Boisvert, le député péquiste du comté voisin, M. Adrien Ouellet, et nul autre que le député créditiste fédéral Fabien Roy, ex-député du comté au provincial et supposément neutre dans la campagne électorale en cours. Celui-ci a expliqué sa présence en di-

sant qu'il était membre-fondateur de la Caisse d'établissement, mais il n'en demeure pas moins que pour éviter les ragots, il aurait pu s'asseoir à une table... disons moins partisane.

Nombreuses assemblées

Même si la véritable campagne électorale n'est pas encore commencée dans Beauce-Sud, cela n'empêche pas les organisations des deux candidats de multiplier les assemblées politiques. Ainsi, les libéraux lançaient officiellement leur campagne hier soir, en présence de leur chef Claude Ryan accompagné d'une brochette de députés du Parti libéral à l'Assemblée nationale. Plus tôt cette semaine, M. Mathieu avait tenu une assemblée plus ou moins réussie (il y eut seulement une quarantaine de partisans) sur un vieux problème cher à l'ex-député Fabien Roy, le problème des cartes de compétence. De son côté, le candidat Boisvert a tenu jusqu'ici au moins trois assemblées publiques, dont une avec le premier ministre Lévesque, et il y en aura une autre, dimanche soir prochain, en compagnie du nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Yves Duhaime. Il se pourrait que le ministre de l'Agriculture, M. Jean Garon, un homme fort populaire dans le coin, participe également à cette assemblée, étant de passage dans la région tout à fait par hasard au cours de la même journée, pour inaugurer un abattoir. Contrairement à ce que d'aucuns auraient pu penser, le ministre Marcel Léger, grand organisateur de cette élection partielle, ne sera pas quant à lui de passage à Saint-Georges, cette même journée, pour signer un quelconque protocole d'entente avec une municipalité de la région en vue d'un programme d'assainissement des eaux, geste qu'il a posé à plusieurs reprises déjà, tout à fait par hasard, depuis qu'on sait qu'il y aura des partielles dans Beauce-Sud cet automne. Disons pour terminer que, dans la plus pure tradition électorale québécoise, certains problèmes de réfection et de construction de routes à l'approche de l'hiver ont déjà commencé à alimenter la conversation locale et à faire partie — il fallait bien s'y attendre — des promesses électorales des candidats.

Pierre-Paul GAGNÉ



Le président Carter

Carter à Ottawa: l'énergie d'abord

OTTAWA (PC) — L'énergie et l'environnement seront au centre des entretiens qu'aura à Ottawa, les 9 et 10 novembre, le président américain Jimmy Carter et le premier ministre canadien Joe Clark.

A New York récemment, après avoir rencontré le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance, le ministre canadien des Affaires extérieures Flora MacDonald avait dit que ces deux questions seraient discutées au cours de la visite de M. Carter au Canada.

En annonçant d'ailleurs la date de la venue de président à Ottawa, hier, M. Clark a fait savoir qu'il allait nécessairement être question du transport du pétrole de l'Alaska aux 48 Etats du Sud.

Le ministre canadien de l'Environnement John Fraser a par ailleurs rappelé qu'il voulait en arriver à une entente rapide avec les Etats-Unis sur un traité de pollution de l'air contrôlant la pluie acide.

Pipe-line

En plus de l'oléoduc et du gazoduc, il pourra être question des préoccupations américaines relatives au niveau des exportations de brut canadien.

On pourra également parler de l'épineuse question d'une politique énergétique continentale, qui donnerait aux Américains le libre accès aux ressources canadiennes.

Les Canadiens ne l'approuvent pas, mais certains leaders américains la réclament.

BREVETS D'INVENTION

Robic, Robic
ET ASSOCIÉS

Marques de commerce
Dessins de fabrication en tous pays
1514 McGregor, Montréal
Téléphone: 934-0272
H3G 1X3

Laissez-vous aller



Que vous soyez en voyages d'affaires ou d'agrément, on vole à votre service vers
Vancouver, Toronto, Calgary, Winnipeg et Edmonton.

Nous cherchons toujours davantage à adapter notre horaire de vols à vos besoins. Et que ne ferions-nous pas pour vous!

Des plats de fins gourmets

Notre copieuse et savoureuse cuisine de bord saura satisfaire votre appétit. C'est encore l'un des traits bien distinctifs de notre excellent service.

Personnel très courtois

Pour ce qui est du service, notre personnel ne vous laisse pas non plus sur votre appétit. En fait, dès votre arrivée à l'aéroport, vous conviendrez que nous vous portons une attention de tous les instants. N'est-ce pas ce que vous attendez d'une ligne aérienne?

VOLS DE MONTRÉAL

VANCOUVER
10h
et 17h45

Le seul vol quotidien Montréal-Vancouver sans escale le matin. Excellent repas. Pour le retour, le seul vol sans escale tous les après-midi, sauf le vendredi.

Vol quotidien, sauf le samedi et le dimanche, avec escale à Ottawa. Dernier départ l'après-midi. Dîner servi pendant le vol.

EDMONTON 7h30

Vol quotidien à bord du même avion, sauf le samedi. Petit déjeuner et collation.

Appelez votre agent de voyages ou communiquez avec CPAir au 931-2233 (région de Montréal). Dans certaines parties du Québec, composez sans frais 1-800-361-8026.

CP Air

De plus en plus au pays,
on vole à votre service.